adf
AFRICA DEFENSE F

LA SÉCURISATION DU SAHEL

Les groupes extrémistes ruinent le calme de cette région fragile

L'opération Barkhane et le G5 Sahel font des progrès



PLUS

Un entretien avec le général de brigade Oumarou Namata, commandant de la Force conjointe du G5 Sahel

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES



articles

8 **Bien comprendre le Sahel**
Au cours des dernières années, cette région est devenue une base pour les extrémistes violents et ceux qui les combattent.

16 **« Une lutte de longue haleine »**
Un entretien avec le général de brigade Oumarou Namata, commandant de la Force conjointe du G5 Sahel.

22 **La terreur dans une terre « intègre »**
Les groupes extrémistes basés au Sahel ruinent le calme du Burkina Faso.

30 **La détermination dans le désert**
Après cinq années, l'opération Barkhane de la France enregistre des progrès vers la paix au Sahel.

38 **Un nouveau centre de violence**
Au Mali, l'extrémisme est passé à la région centrale où un groupe tire parti des tensions ethniques et culturelles.

44 **La réfutation du message extrémiste**
Les émissions de radio, les groupes WhatsApp, les programmes parascolaires et même les bandes dessinées ciblent les groupes radicaux.

50 **Le déracinement de l'extrémisme**
Le terrain accidenté du Sahel est propice pour recruter les jeunes. Les groupes et les gouvernements doivent offrir des alternatives.



rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

28 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com



EN COUVERTURE : Un soldat malien conduit une patrouille avec l'opération française Barkhane à Ndaki en juillet 2019.

REUTERS

POINT DE VUE

Les habitants du Sahel sont résilients – ils doivent l'être. Cette région au Sud du Sahara a une longueur de 5.000 kilomètres. Elle est caractérisée par une extrême beauté et un climat rude. Les agriculteurs surmontent les obstacles pour cultiver des récoltes dans des conditions semi-arides. Les bergers se déplacent sur de longues distances pour chercher des pâturages pour leurs bêtes. Les communautés défendent des traditions qui datent de plusieurs siècles.

Mais au cours des dernières années les résidents de cette région ont combattu un nouvel ennemi : l'extrémisme. Depuis la crise du Mali de 2012, des groupes extrémistes locaux ou étrangers se propagent dans la région. Ils recrutent des jeunes, ils exacerbent les tensions ethniques et ils déstabilisent les gouvernements. Ces deux dernières années ont été historiquement les plus meurtrières à cause des attaques terroristes au Sahel.

Les forces de sécurité y répondent. En 2017, cinq pays du Sahel ont créé la Force conjointe du G5 Sahel, composée de 5.000 soldats. Cet effort est conçu pour dégrader les places fortes des terroristes et bloquer les routes de trafic transfrontalier.

Un autre effort est entrepris par l'opération Barkhane, continuation de l'intervention française au Mali qui avait commencé en 2013. La mission de 4.500 personnes met l'accent sur la formation et les opérations conjointes avec les forces armées nationales. Avec des bases permanentes au Mali, au Niger et au Tchad, et de nombreuses bases opérationnelles avancées, Barkhane a eu du succès pour dégrader l'État islamique dans le Grand Sahara et d'autres groupes.

Au Mali, la MINUSMA, mission des Nations unies de 16.000 personnes, s'efforce de préserver une paix fragile et de permettre aux civils déplacés de rentrer chez eux. Les gains ont été durement acquis là-bas. Avec plus de 200 gardiens de la paix tués depuis sa création, la MINUSMA est la mission de maintien de la paix la plus mortelle du monde. Mais le sacrifice de ces gardiens de la paix permet d'enregistrer des progrès. La mission a fourni la sécurité nécessitée pour un « dialogue national » conduit par le président du Mali et visant à promouvoir la paix et la réconciliation.

Il ne sera pas facile d'obtenir une paix durable au Sahel. Les conflits ethniques et les disputes liées aux ressources naturelles, qui existent depuis des siècles, sont certains de continuer. Mais les habitants de la région savent que le terrorisme n'est pas une caractéristique endémique du Sahel et ils s'unissent pour le rejeter.

Les efforts régionaux de sécurité montrent que les habitants du Sahel savent désormais que leur destinée est liée. Le G5 Sahel résume cela avec la devise : « Pour une prospérité partagée ». Pour assurer la prospérité de la région, ses forces armées, ses gouvernements, les chefs de sa société civile et ses civils doivent œuvrer ensemble.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des membres des Forces armées nigériennes investissent une salle lors d'un exercice de formation à Agadez.

SERGENT D'ÉTAT-MAJOR DEVIN BOYER/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

adf
AFRICA DEFENSE FORUM

La sécurité du Sahel
Volume 13 1er trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Pour développer une solution durable »

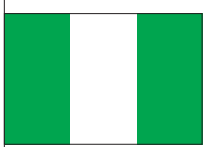


AFP/GETTY IMAGES

Le président Muhammadu Buhari du Nigeria a prononcé une allocution lors de la Fête de la Démocratie le 12 juin 2019. *Jusqu'en 2018, la Fête de la Démocratie, qui commémore la restauration de la démocratie au Nigeria, était célébrée le 29 mai. Mais depuis lors le président Buhari a changé la date au 12 juin, date à laquelle en 1993 les élections présidentielles ont été tenues pour la première fois depuis le coup d'état militaire de 1983. Ce discours a été modifié pour l'adapter à ce format.*



Des chefs militaires nigérians inspectent des armes et des munitions capturées de Boko Haram. AFP/GETTY IMAGES



Le terrorisme et l'insécurité sont des phénomènes qui affectent le monde entier, et même les pays les mieux surveillés sont sujets à une augmentation des incidents liés aux troubles sociaux.

La plupart des cas de conflit et de violence intercommunaux et inter-religieux ont été et sont toujours parrainés ou encouragés par des leaders ethniques, politiques ou religieux qui espèrent bénéficier de l'exploitation de nos divisions et de nos lignes de clivage

Le Nigeria est le grand frère de ses voisins. Nous sommes l'amortisseur de choc de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le bastion de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO) et de la Commission du bassin du lac Tchad.

Nous avons réussi chez nous à forger une nation à partir d'ethnicités et de groupes linguistiques différents. Notre évolution et notre intégration en une nation se poursuivent à une bonne cadence.

Lorsque j'ai prêté serment le 29 mai 2015, l'insécurité régnait. En plus d'occuper les sièges de 18 gouvernements locaux du Nord-Est, Boko Haram pouvait à volonté attaquer une ville quelconque, y compris la capitale fédérale. Ils pouvaient menacer une institution quelconque, y compris commettre des attentats à la bombe contre le bâtiment des Nations unies et le quartier général de la police à Abuja.

Il est vrai que certains défis liés aux enlèvements et au banditisme dans les zones rurales existent toujours. La grande différence entre 2015 et aujourd'hui, c'est que nous relevons ces défis avec le soutien beaucoup plus fort des forces de sécurité, en termes d'argent, de matériel, et d'amélioration du renseignement local. Nous relevons ces défis avec une stratégie, une puissance de feu et une détermination supérieures.

Face à ces défis, notre gouvernement élu par le peuple en 2015 et réélu en mars 2019 a planifié des politiques, des mesures et des lois visant à maintenir notre unité et, en même temps, à catapulter la majorité de notre peuple hors de la pauvreté et sur la route de la prospérité.

Lorsque l'inégalité économique augmente, il en est de même de l'insécurité. Mais lorsque nous réduisons activement l'inégalité grâce à des investissements dans les structures sociales et dans l'infrastructure, l'insécurité diminue.

L'augmentation troublante des taux d'enlèvement, de banditisme et autres activités criminelles peut être attribuée aux décennies de négligence et de corruption concernant les investissements sociaux, le développement de l'infrastructure, l'éducation et les soins de santé.

Les régions de la CEDEAO et du Sahel, depuis le Tchad jusqu'au Mali, sont aussi affectées par les impacts négatifs de la sécheresse et la désertification, qui ont provoqué les flux des personnes déplacées, les conflits entre agriculteurs et bergers, le terrorisme et un changement socio-économique fondamental dans notre mode de vie.

Ces problèmes sont régionaux ; ils ne sont pas uniques au Nigeria. Les problèmes nécessitent une augmentation de la coopération régionale et internationale pour développer une solution durable.

Ce gouvernement ne tolérera pas les actions des personnes ou des groupes de personnes cherchant à attaquer notre mode de vie ou à s'enrichir par corruption aux dépens de nous tous. Nous réprimerons ceux qui incitent les gens innocents ordinaires à la violence et à l'agitation.

Au lieu d'aider un petit nombre de gens privilégiés, nous agirons pour assurer que le Nigeria œuvre pour les Nigérians de toutes convictions.



LE GHANA EST PRÉOCCUPÉ par la pêche illégale alors que les réserves de poissons baissent

AGENCE FRANCE-PRESSE | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

La poissonnière Mercy Allotey attend à Accra (Ghana) ses clients qui viennent acheter les poissons les plus frais. Mais elle déclare que les pêcheurs attrapent moins de poissons car les techniques illégales et les chalutiers peu scrupuleux ont dévasté les réserves.

« Cela ruinent la pêche, déclare-t-elle. Il arrive souvent qu'ils partent en mer mais qu'ils ne pêchent pas de poissons. »

Le secteur des pêches soutient plus de 2 millions de personnes et produit environ 60 % des protéines de l'alimentation des Ghanéens.

Les données des Nations unies montrent que la production est passée de près de 420.000 tonnes en 1999 à 202.000 tonnes en 2014. Ce sont les chalutiers, principalement exploités par les Chinois, et les pratiques destructrices employées par les pêcheurs artisanaux pour compenser leurs pertes, qui en sont responsables.

Selon une pratique appelée saiko, les chalutiers ciblent illégalement la pêche de base des pêcheurs locaux et la vendent aux communautés par des intermédiaires. Le Ghana souhaite réprimer le saiko et les autres pratiques illégales employées par les pêcheurs locaux, y compris l'utilisation de lumières vives, de poison et de dynamite.

L'état a interdit la pêche artisanale en mai et juin 2019 et a interdit les chalutiers en août et en septembre 2019.

« Les pêcheries [sont] liées à la sécurité alimentaire, la sécurité nationale et la survie du Ghana en tant que pays », déclare Kamal-Deen Ali, directeur du Centre pour le droit maritime et la sécurité en Afrique, basé à Accra.



Le pêcheur ghanéen Eric Quaye Ade pêche au large de la côte de Jamestown, communauté de pêche historique d'Accra.

Peu de personnes connaissent la menace aussi bien que Nii Quaye, ex-pêcheur qui est aujourd'hui porte-parole pour le commerce des poissons à Jamestown, un district d'Accra. Il déclare que les pêcheurs n'ont pas constaté d'augmentation dans les réserves de poissons après la suspension artisanale, et qu'un succès sera atteint si les lois sont mises en application.

Il craint que si rien de majeur n'est accompli, il n'y aura bientôt plus de poissons à attraper. « Tout le monde à Jamestown aura faim parce qu'il n'y aura pas de poissons, déclare-t-il. Nous leur supplions [de] s'arrêter. »

DES MYSTÈRES CACHÉS LANGUISSENT DANS *le dépôt des fossiles du Kenya*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Quelque chose d'extraordinaire se trouve à l'intérieur d'un tiroir en bois, dans un bureau situé derrière le Musée national de Nairobi. C'est une mâchoire monstrueuse avec des crocs gigantesques, seuls restes connus d'un méga-carnivore préhistorique qui fut déclaré être une nouvelle espèce en 2019.

« Ceci est unique », déclare le paléontologue kényan Job Kibii, en montrant les os datant de 23 millions d'années de Simbakubwa kutokaafrika.

Pendant près de 40 ans, les spécimens prouvant l'existence du plus grand prédateur qui ait jamais vécu en Afrique, un carnivore de 1.500 kilos qui éclipsait les lions, sont restés dans un tiroir au centre-ville de Nairobi.

Comment ces fossiles, qui ont été excavés pour la première fois lors de fouilles dans l'Ouest du Kenya au début des années 1980, ont pu rester méconnus pendant si longtemps ?

M. Kibii, qui préside le service de paléontologie des Musées nationaux du Kenya, en a une idée. « Nous avons des tonnes de spécimens… qui n'ont pas été analysés, déclare-t-il. Il existe définitivement des choses qui attendent d'être découvertes. »

Un système de classement basé sur cartes est utilisé pour chercher des fossiles particuliers. Mais la collection a augmenté exponentiellement, à un rythme que M. Kibii et son équipe ne peuvent pas suivre.

Entre 7.000 et 10.000 nouveaux fossiles arrivent au labo chaque année, déclare M. Kibii, ce qui submerge les 15 employés de son équipe qui doivent nettoyer et classer chaque spécimen. La loi exige que les fossiles découverts au Kenya soient envoyés au musée pour qu'ils puissent être accédés : étiquetés, enregistrés et rangés pour les générations futures.

Si un expert n'est pas disponible pour identifier un spécimen, il peut être mal classé ou ne pas être suivi.

« Nous avons des fossiles des années 1980 qui n'ont pas été classés », déclare Francis Muchemi, responsable des collections.

Simbakubwa a connu un sort similaire. Pensant qu'il s'agissait d'un type de hyène, on l'avait mis de côté dans une arrière-salle et ignoré pendant plusieurs décennies.

M. Kibii est l'un des sept paléontologues du Kenya. Il a été formé en Afrique du Sud parce qu'il n'existait pas de cours offerts chez lui. Il espère acquérir des étagères démontables pour avoir davantage de place pour les collections.

Un microtomodensitomètre serait encore meilleur : cet outil performant à l'origine de grandes avancées dans le monde de la paléontologie permettrait d'examiner d'une nouvelle façon les recoins les plus oubliés du musée.

« Je me demande toujours ce qui se trouve sur certaines de ces étagères », déclare M. Kibii.



Les os datant de 23 millions d'années du géant Simbakubwa kutokaafrika (grand lion d'Afrique) sont un point marquant pour le Musée national de Nairobi au Kenya. AFP/GETTY IMAGES



Le nouveau programme de traitement, en haut à gauche, réduit considérablement la quantité de médicaments que les patients doivent prendre pour traiter la tuberculose. AFP/GETTY IMAGES

UNE NOUVELLE THÉRAPIE DE LA TUBERCULOSE RÉDUIT LE TEMPS DE TRAITEMENT EN AFRIQUE DU SUD

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le créateur de mode sud-africain Innocent Molefe avait reçu un diagnostic de tuberculose en 2015. Trois ans plus tard, elle s'était transformée en souche multirésistante nécessitant des injections douloureuses et une grande quantité de médicaments.

Trois mois après la première série de traitement, il fit une rechute et commença une deuxième série. À la fin de cette dernière, il n'était toujours pas guéri.

Grâce à un nouveau traitement approuvé en août 2019 par la Food and Drug Administration (FDA) américaine, il ne souffre plus de la maladie et a repris son travail. « Je souhaitais vaincre la maladie, et j'en suis la preuve vivante », déclare-t-il.

Parmi les plus de 1,6 million de décès dus à la tuberculose qui sont enregistrés chaque année, plus de 75.000 se produisent en Afrique du Sud. En 2017, l'Afrique du Sud a constaté plus de 322.000 cas de tuberculose active.

La nouvelle thérapie raccourcira énormément la période de traitement. Ce traitement est basé sur trois médicaments : la bédaquiline, le prétomanid et le linézolide, appelés collectivement traitement BPaL. Le prétomanid est le nouveau composé développé par l'organisme à but non lucratif TB Alliance, basé à New York, et qui a reçu le feu vert de la FDA en août 2019.

Le traitement a subi des essais dans trois sites d'Afrique du Sud, auxquels 109 patients ont participé. Il a enregistré un taux de succès de 90 % après six mois de traitement et six mois de suivi.

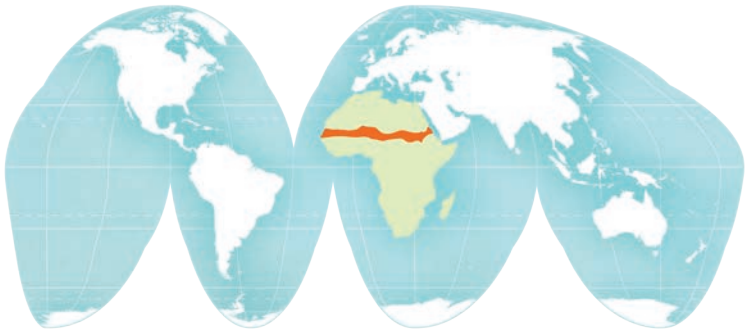
Le traitement comprend cinq comprimés des trois médicaments, à prendre quotidiennement pendant six mois. Ceci se compare aux 30 à 40 médicaments que les patients souffrant de la tuberculose multirésistante prennent chaque jour pendant une période pouvant atteindre deux ans.

La tuberculose est une maladie des poumons évitable et curable, qui produit plus de 10 millions de cas enregistrés chaque année. La maladie s'est aggravée à mesure qu'elle est devenue de plus en plus résistante aux médicaments. TB Alliance a commencé à concevoir ces essais en 2014.

Bien comprendre le Sahel



ILLUSTRATION D'*ADF*



AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, CETTE RÉGION EST DEVENUE UNE BASE POUR LES EXTRÉMISTES VIOLENTS ET CEUX QUI LES COMBATTENT

PERSONNEL D'*ADF*

Le Sahel est une région semi-aride qui s'étend du Sénégal, sur la côte atlantique, à l'Érythrée et la mer Rouge. Depuis des siècles, il constitue une ligne de démarcation pour l'Afrique.

Il sépare le Sahara au Nord et les savanes au Sud, qui ont une végétation plus abondante. Il s'étend sur 5.408 kilomètres et a une superficie de 3.053.210 kilomètres carrés. Son terrain comprend des plateaux et des chaînes de montagne, des prairies et des fruticées. L'eau de surface y est rare.

La région est en général chaude et sèche toute l'année, avec des vents et quelques rares averses, habituellement de 200 à 600 millimètres au plus, entre mai et septembre. Même lorsqu'il pleut, la plupart des pluies tombent à l'extrême Sud.

À mesure que la population du Sahel augmente pendant la seconde moitié du vingtième siècle, l'érosion et la désertification augmentent aussi. Les agriculteurs et les villageois commencent à abattre les arbres et les arbustes pour obtenir du bois de chauffage et à défricher la terre pour planter des récoltes. Le bétail s'alimente du reste de la couche végétale. Le ruissellement des eaux de pluie emporte la couche arable et ne laisse que la terre aride et stérile.

Du point de vue culturel, le Sahel fait la transition avec l'Afrique du Nord, région historiquement alignée sur le Moyen-Orient en ce qui concerne la langue, l'ethnicité et la religion. Les peuples nomades du Sahara et du Nord du Sahel contrastent nettement avec les sociétés plus sédentaires de la région subsaharienne. Les pays du Sahel tels que le Mali et le Niger ont de vastes étendues non gouvernées où rôdent les Touaregs islamiques nomades.

Le terrain, le climat, la culture, la religion, l'ethnicité, l'histoire et la tradition : pour tout cela, le Sahel joue le rôle de frontière transitionnelle. Sur cette frontière s'amoncèlent de multiples défis sécuritaires, dans lesquels les forces de sécurité africaines et internationales confrontent les militants et les terroristes, depuis le Mali jusqu'au Tchad.



ILLUSTRATION D'*ADF*

LES GROUPES DE MILITANTS BASÉS AU SAHEL

La géographie des pays du Sahel et l'éloignement de leur capitale et de leurs grandes villes permettent à de vastes étendues de territoire de rester essentiellement non gouvernées. C'est le cas pour le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

Parfois, en particulier pour le Mali et le Niger, les frontières nationales séparent des groupes qui sont culturellement et ethniquement similaires. Les frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger sont un foyer d'activité extrémiste au Sahel.

Plusieurs groupes extrémistes résident au Sahel. Beaucoup d'entre eux se sont transformés ou ont fusionné avec d'autres, pour s'aligner sur les groupes terroristes mondiaux plus vastes. Les plus importants d'hier et d'aujourd'hui sont énumérés ci-dessous :



Soldat malien en patrouille à l'hôtel Radisson Blu de Bamako en novembre 2015, deux jours après une attaque conduite par Al-Mourabitoune qui avait tué près de deux douzaines de personnes. AFP/GETTY IMAGES

- **JAMAAT NOSRAT AL-ISLAM WAL-MOUSLIMIN (JNIM)** — Créé en mars 2017, le JNIM est une coalition de plusieurs groupes de militants : Ansar Dine, Front de libération du Macina, Katiba Serma, AQMI Sahara et Al-Mourabitoune. Iyad Ag Ghali, chef d'Ansar Dine, est devenu leader de la coalition. Ce groupe, dont le nom signifie « Groupe de soutien de l'Islam et des Musulmans », souhaite expulser les « envahisseurs » non musulmans d'Afrique de l'Ouest, en particulier les forces françaises et les participants à la mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali. Le JNIM adhère aux enseignements islamiques salafistes et souhaite imposer la charia dans la région. Le groupe fait partie du réseau d'al-Qaïda et possède entre 1.000 et 2.000 combattants en date de septembre 2018, selon le Centre pour les études stratégiques et internationales. Le groupe est le plus actif au Mali et lance des attaques vers le Nord depuis Bamako jusqu'à Taoudeni. Il a aussi attaqué le Burkina Faso et le Niger.

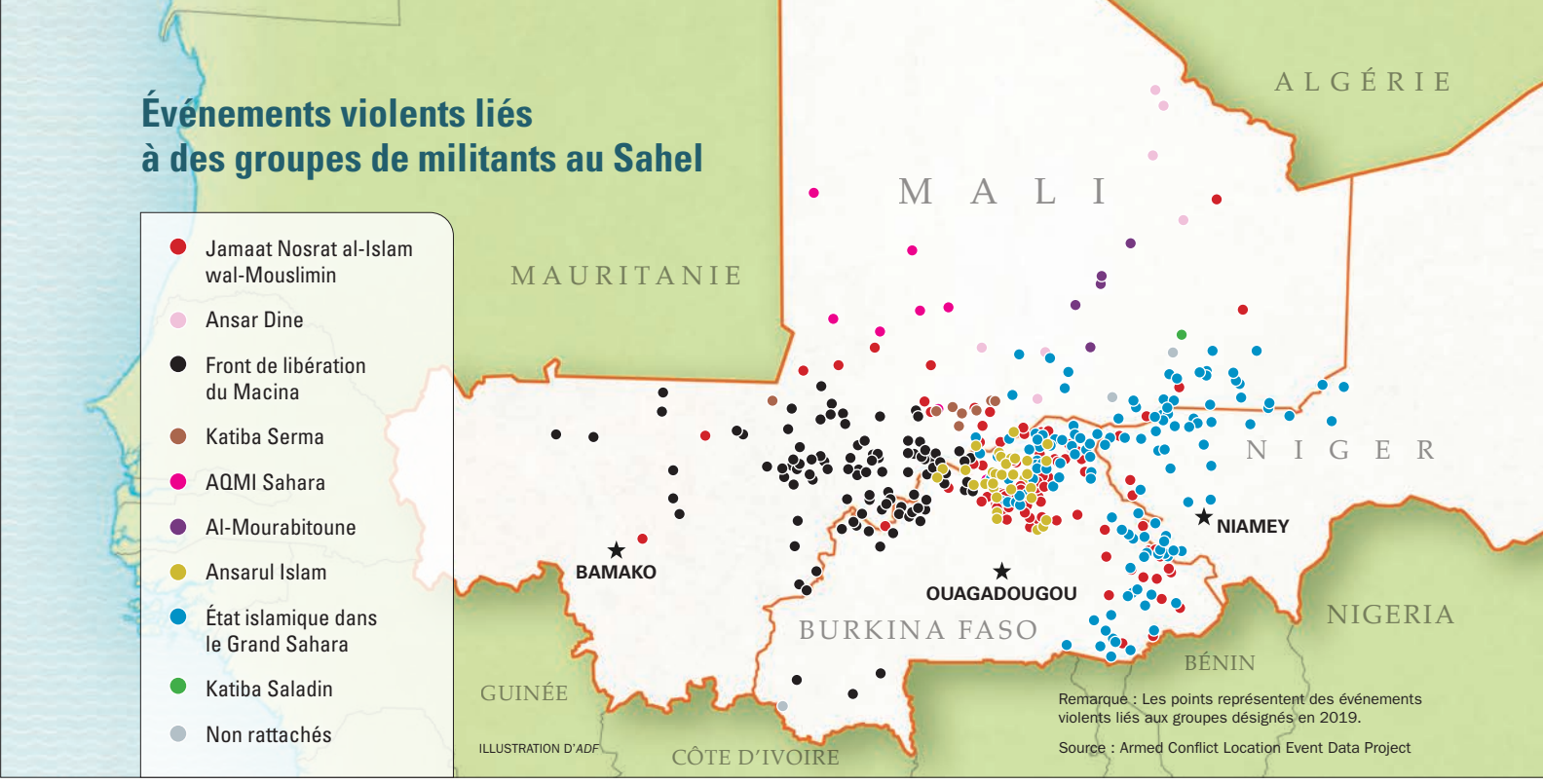
- **ANSAR DINE** — Iyad Ag Ghali a fondé ce groupe en novembre 2011 après son échec de prise en charge du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui voulait faire sécession contre le Mali en 2012. Ce groupe islamique militant touareg est actif dans la région de Kidal. Le groupe salafiste, dont le nom signifie « Les défenseurs de la religion », était l'une des organisations associées qui avaient pris le contrôle du Nord du Mali en mars 2012 après un coup d'état militaire, selon le Centre pour la sécurité internationale et la coopération de l'université Stanford. En juillet 2012, Ansar Dine fait la une lorsqu'il détruit sept mausolées honorant des saints soufis à Tombouctou, en déclarant que ces sanctuaires sont idolâtres. Lorsqu'il était actif, on estimait que le groupe avait entre 100 et 1.000 membres.

- **FRONT DE LIBÉRATION DU MACINA (FLM)** — Ce groupe, fondé par Amadou Koufa en 2015, est actif dans la région de Mopti. Le FLM, appelé aussi katiba Macina, a déclaré qu'il essaierait de « restaurer la république islamique du Macina », ce qui est une référence à l'empire du Macina, société théocratique qui existait entre 1818 et 1863 dans les régions de Mopti, Ségou et Tombouctou du Mali, selon le Centre africain pour les études stratégiques (ACSS). L'empire était composé principalement de l'ethnie peule et appliquait la loi musulmane. Le FLM utilise ces antécédents historiques dans le but d'obtenir un soutien populaire pour prendre le contrôle du centre du Mali. Certains pensent que le groupe comporte d'anciens membres du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest

- **MOUVEMENT POUR L'UNICITÉ ET LE JIHAD EN AFRIQUE DE L'OUEST (MUJAO)** — Ahmed al-Tilemsi et Hamada Kheirou ont fondé le MUJAO en 2011 en le séparant d'AQMI. Le MUJAO commence à se faire connaître en octobre 2011 avec l'enlèvement de trois humanitaires européens à Tindouf (Algérie), selon Stanford. Le MUJAO, composé principalement de Touaregs, souhaitait établir la charia dans la région. Pendant la crise malienne de 2012, le MUJAO occupait la région autour de Gao. Environ un an plus tard, le groupe a fusionné avec la brigade Al-Mulathameen pour former Al-Mourabitoune. Il est possible que quelques combattants du MUJAO agissent toujours en utilisant ce nom.

- **KATIBA SERMA** — Ce groupe est une division semi-autonome du FLM dirigée par Abou Jalil al Fulani, selon l'ACSS. Il est actif dans la région de Serma entre Gao et Mopti.

- **AL-QAÏDA AU MAGHREB ISLAMIQUE** (AQMI) — Ce groupe a pour origine la guerre civile algérienne. Il est né en 1998 du Groupe islamique armé (GIA), qui avait participé à la guerre. Lorsqu'il s'était distingué du GIA, il s'appelait le Groupe salafiste pour la prédication et le combat. Il prit le nom d'AQMI en 2006 lorsqu'il s'aligna officiellement sur l'organisation



terroriste mondiale. AQMI est actif dans le trafic des stupéfiants et des armes et dans la traite humaine. Il enlève souvent les Occidentaux pour les rançonner. En 2017, la branche saharienne du groupe a fusionné avec Al-Mourabitoune, Ansar Dine, le Front de libération du Macina et Katiba Serma pour former le JNIM.

- **AQMI SAHARA** — Il s'agit de la branche d'al-Qaïda au Maghreb islamique du Mali et de la région Sud-Ouest du Niger. Il était dirigé à un moment donné par Djamel Okacha (appelé aussi Yahia Abou al-Hamman), qui est mort.

- **AL-MOURABITOUNE** — Son nom signifie « Les sentinelles ». Le groupe est créé en août 2013 à la suite de la fusion entre le MUJAO et la brigade Al-Mulathameen. Il est actif au Mali, principalement dans la région de Gao, et a prêté allégeance à al-Qaïda vers la mi-2015. Son objectif consiste à établir la charia, unir les Musulmans et attaquer les Occidentaux en Afrique du Nord, selon Stanford. Malgré son rapprochement avec l'État islamique, le groupe est resté allié à al-Qaïda, bien qu'il agisse de façon autonome. Début 2017, Al-Mourabitoune fusionne pour former le JNIM. On estimait en 2014 que le nombre de ses combattants s'élevait à 100.

- **ANSARUL ISLAM** — Ibrahim Malam Dicko, depuis lors décédé, avait fondé le groupe en 2016. Il est basé dans le Soum, province du Burkina Faso qui a une frontière commune avec le Sud du Mali. Ce groupe djihadiste est la première organisation de ce type à se manifester au Burkina Faso, qui n'avait pas enregistré auparavant de violence djihadiste militante importante. Ansarul Islam a annoncé sa formation à la suite d'une attaque contre un camp militaire burkinabé-français en décembre 2016, selon Stanford. Le groupe, qui est principalement actif au Burkina Faso et au Mali, souhaite restaurer le Jelgooji, ancien empire peul qui avait disparu après la colonisation française au dix-neuvième siècle. Il cible les civils, les forces anti-terroristes françaises et le personnel de sécurité burkinabé. On estime actuellement qu'il possède seulement quelques centaines de combattants actifs.

- **ÉTAT ISLAMIQUE DANS LE GRAND SAHARA (EIGS)** — Le groupe est actif au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il s'est séparé d'Al-Mourabitoune en mai 2015 lorsqu'Adnane Abou Walid al-Sahraoui a prêté allégeance à l'État islamique et à son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, lequel est mort lors d'un assaut américain en octobre 2019. Bien que l'EIGS soit reconnu comme filiale, l'étendue de son soutien n'est pas claire, selon Stanford. Parmi les attaques conduites par le groupe au Sahel, on compte l'embuscade qui a tué quatre bérets verts américains et plusieurs soldats nigériens en octobre 2017. Depuis environ deux ans, le groupe affronte continuellement les forces françaises et leurs alliés dans le cadre de l'opération Barkhane. On estimait en 2018 que l'EIGS possédait 60 membres principaux.

- **KATIBA SALADIN** — Sultan Ould Bady, ancien membre d'AQMI et co-fondateur du MUJAO, a formé le groupe en 2011. En 2016, Sultan Ould Bady s'allie avec Adnane Abou Walid al-Sahraoui, un camarade qu'il avait connu lors de sa participation au MUJAO.

- **NON RATTACHÉS** — Certains groupes militants n'ont pas pu revendiquer, ou ont choisi de ne pas revendiquer, la responsabilité des attaques.

EFFORTS DE SÉCURITÉ AU SAHEL

Depuis l'apparition des troubles au Nord du Mali en 2012, le Sahel est aussi devenu le centre d'un nombre croissant d'efforts de sécurité. La France, présence coloniale de longue date au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger, commença la lutte avec l'opération Serval, effort auquel participèrent les Forces armées du Tchad. Serval fut ultérieurement succédée par l'opération Barkhane.

Les Nations unies et l'Union européenne s'efforcent aussi de repousser les menaces extrémistes et cinq pays sahéliens se sont unis pour affronter eux-mêmes le problème. Les diverses missions de sécurité régionales sont présentées ci-dessous :

Réponses de sécurité régionales au Sahel

Mission	Lieu	Dates	Personnel déployé	Troupes africaines déployées/ formées	Budget annuel (mil. $)
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	Mali	2013–présent	**15.162**	**8.886**	**1.221**
Force conjointe du G5 Sahel	Pays du G5 Sahel	2017–présent	**5.000**	**5.000**	**130**
Opération Barkhane (France)	Sahel	2014–présent	**4.500**	**sans objet**	**797**
Mission de formation de l'UE au Mali (EUTM)	Mali	2013–présent	**580**	**12.000**	**34**
Mission UE de soutien aux capacités de sécurité intérieure dans le Sahel (EUCAP Sahel Mali)	Mali	2015–présent	**140**	**6.000**	**38**
Mission UE de soutien aux capacités de sécurité intérieure dans le Sahel (EUCAP Sahel Niger)	Niger	2012–présent	**200**	**13.000**	**36**

Source : Centre africain pour les études stratégiques

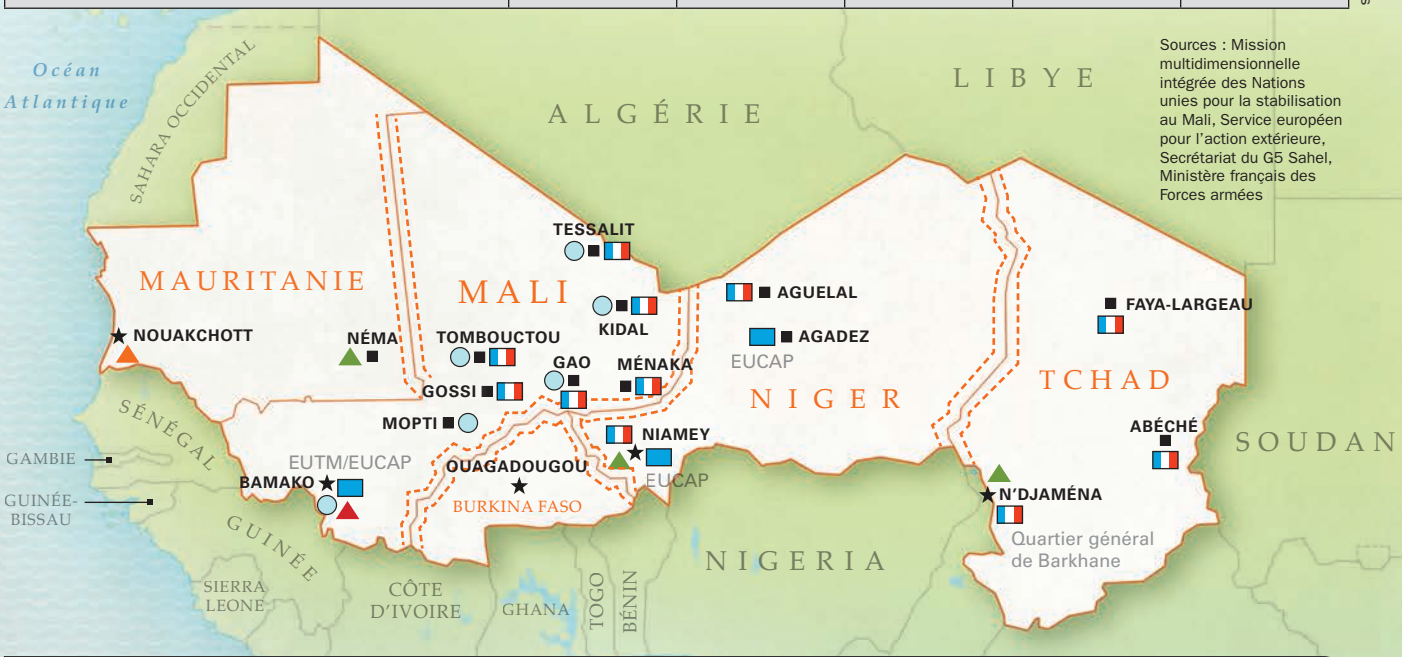


ILLUSTRATION D'ADF

- **MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION AU MALI (MINUSMA) :** En janvier 2012, le Mouvement national touareg de libération de l'Azawad (MNLA) s'allie aux groupes islamiques armés Ansar Dine, al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), ainsi qu'à des déserteurs des Forces armées du Mali. Les rebelles attaquent les forces gouvernementales au Nord du Mali et sont renforcés par des combattants originaires de la Libye, dont le régime vient juste de tomber.

  En mars 2012, des soldats des unités vaincues du Nord organisent un coup d'état, ce qui accélère là-bas l'effondrement de l'état. Bientôt, les extrémistes contrôlent Gao, Kidal et Tombouctou. Ansar Dine et le MUJAO avaient chassé le MNLA de la région.

  Pour rétablir l'ordre, la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest organise une mission internationale de soutien au Mali, conduite par les pays africains, pour soutenir le gouvernement contre les extrémistes. En avril 2013, le Conseil de sécurité des Nations unies établit la MINUSMA et assume le contrôle.

  La MINUSMA soutient les processus politiques et de transition alors que les autorités stabilisent le pays. La mission assure aussi la sécurité, la stabilisation et la protection des civils ; soutient le dialogue politique national et la réconciliation ; et aide à restaurer l'autorité de l'état, reconstruire le secteur de la sécurité, et promouvoir et protéger les droits humains.

Effectifs

Nombre de personnes déployées (en date d'octobre 2019)
(Données civiles en date de mai 2018)

15.162 Personnel total
- **11.321** Contingent
- **1.729** Policiers
- **1.421** Civils
- **489** Officiers d'état-major
- **165** Volontaires de l'ONU
- **37** Experts en mission

Nombre autorisé de personnel

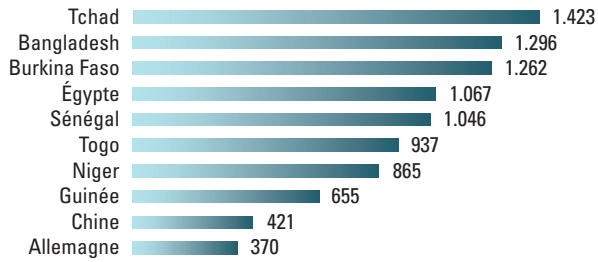
15.209 Personnel total en uniforme
- **13.289** Personnel militaire*
- **1,920** Policiers (y compris unités formées)
- Composante civile appropriée

*Le personnel militaire comprend des contingents, des experts en mission et des officiers d'état-major.

Source : Nations unies

Pays contributeurs

10 premiers pays contributeurs de soldats (en date d'octobre 2019)



10 premiers pays contributeurs de policiers (en date d'octobre 2019)

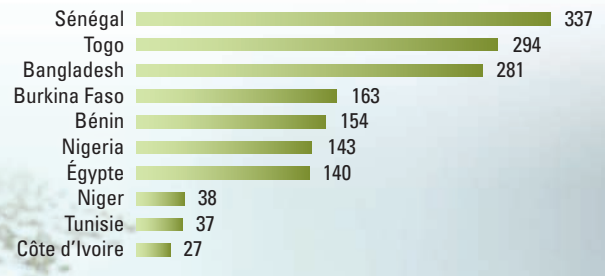


ILLUSTRATION D'*ADF*



Un chef de village dogon de la communauté So du Mali rencontre un gardien de la paix sénégalais.

AFP/GETTY IMAGES

Le G5 Sahel : une force conjointe pour affronter les menaces sécuritaires



3 missions

lutte contre le terrorisme, crime transfrontalier, traite humaine



5 pays

Mauritanie[1], Mali[2], Burkina Faso[3], Niger[4] et Tchad[5]



5.000 hommes

déployés en 7 bataillons dans 3 secteurs

Source : France Diplomatie

ILLUSTRATION D'*ADF*



Des soldats mauritaniens montent la garde dans un poste de commandement de la Force conjointe du G5 Sahel au Sud-Est de la Mauritanie près de la frontière avec le Mali.

AFP/GETTY IMAGES



Un soldat français participant à l'opération Barkhane parle à un producteur maraîcher lors d'une patrouille de coopération civilo-militaire à Gossi (Mali) en juillet 2019.

REUTERS

La troisième assurera la sécurité dans la région des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Alpha Barry, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Burkina Faso, a déclaré au Conseil de sécurité de l'ONU le 16 mai 2019 que la Force conjointe était opérationnelle à 90 % dans l'Ouest, à 74 % au dans la région centrale et à 75 % dans l'Est. À cette date, la force avait entrepris sept opérations de défense des droits humains et des lois humanitaires.

- **OPÉRATION BARKHANE :** Cette intervention militaire conduite par la France fait suite à l'opération Serval en août 2014. Contrairement à Serval, qui était limitée au Mali, Barkhane affronte les militants dans tout le Sahel. Jusqu'à 4.500 soldats sont déployés au Burkina Faso, au Tchad, au Mali et au Niger avec un quartier général à N'Djamena (Tchad), selon le Conseil européen des relations internationales. Elle a des bases aériennes et des services de renseignement à Agadez, à Arlit, à Niamey et à Tillabéri (Niger), ainsi que des troupes au centre et au Nord du Mali. Le nom de Barkhane provient d'une dune en forme de croissant que l'on trouve au Sahara.

- **FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL :** En 2014, le G5 Sahel commence à promouvoir la coopération économique et la sécurité entre le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. En 2017, l'alliance crée sa force de sécurité conjointe pour affronter le terrorisme, le trafic des stupéfiants et la traite humaine. Lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, cette force possèdera 5.000 personnes, pour la plupart des soldats avec quelques policiers et gendarmes. Le personnel sera déployé dans trois secteurs : l'Ouest (Mali et Mauritanie), le centre (Burkina Faso, Mali et Niger) et l'Est (Tchad et Niger). Le quartier général de la force fut d'abord situé à Sévaré (Mali), puis il fut relocalisé à Bamako (Mali) à la suite d'un attentat à la bombe en juin 2018. Chaque secteur aura un poste de commandement secondaire.

  La force se concentrera sur les zones frontalières. Une zone couvrira la frontière entre le Mali et le Niger, et une autre la frontière entre le Mali et la Mauritanie.

- **MISSION DE FORMATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU MALI (EUTM MALI) :** Cette mission, qui avait commencé en 2013, est constituée de près de 600 soldats provenant de 22 membres de l'UE et de cinq états non membres. La stratégie militaire de l'UE au Mali concerne aussi le développement humanitaire et politique. Elle renforce la capacité des Forces armées maliennes pour que celles-ci puissent défendre le pays. EUTM Mali forme et conseille les Forces armées du Mali, améliore le système d'éducation militaire et conseille le personnel du quartier général de la Force conjointe du G5 Sahel.

- **MISSION UE DE SOUTIEN AUX CAPACITÉS DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DANS LE SAHEL (EUCAP SAHEL MALI) :** Cette mission civile, lancée en avril 2014, conseille et forme la gendarmerie, la police et la garde nationale du Mali, et leurs ministères associés. Fin 2018, la mission conseillait et formait aussi le personnel du Burkina Faso, du Tchad, de la Mauritanie et du Niger. Le quartier général de la mission est situé à Bamako (Mali) et possède jusqu'à 200 agents locaux et internationaux.

- **MISSION UE DE SOUTIEN AUX CAPACITÉS DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DANS LE SAHEL (EUCAP SAHEL NIGER) :** Le gouvernement nigérien demanda cette mission civile en 2012. Plus de 100 experts se trouvent à Niamey pour conseiller, former et soutenir les autorités nigériennes de sécurité pour lutter contre le crime organisé et le terrorisme. La mission aide aussi les forces de sécurité à contrôler la migration clandestine et le crime associé. ❑



FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

« UNE LUTTE DE LONGUE HALEINE »

UN ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL DE BRIGADE OUMAROU NAMATA, COMMANDANT DE LA FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

PERSONNEL D'*ADF*

Le général de brigade Oumarou Namata du Niger a été nommé commandant de la Force conjointe du G5 Sahel en juillet 2019. Il est le troisième commandant de cette force, composée d'un maximum de 4.500 soldats et autre personnel provenant du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger.



Les forces du G5 Sahel au Nord du Niger reçoivent des vivres par ravitaillement aérien lors de l'opération Amane 2, action de 10 jours visant à dégrader les trafiquants et les terroristes actifs près des frontières du Niger avec la Libye et le Tchad. FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL



Les forces du G5 Sahel au Nord du Niger montrent une cache d'armes découverte pendant l'opération Amane 2. FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL



Le général Namata a rejoint les forces armées en 1984 et a été formé au commandement des unités de cavalerie blindées. Au cours de sa carrière, il a assumé un grand éventail de postes, y compris des missions diplomatiques en tant qu'attaché à la défense. En 2017, alors qu'il est commandant du secteur militaire Sud-Est du Niger près de la frontière avec le Nigeria, il conçoit une réponse tactique aux attaques contre les civils commises par les combattants de Boko Haram près de la ville de Bosso. À cette stratégie est attribué le renversement de la situation contre le groupe extrémiste. Avant d'assumer ses fonctions actuelles, le général Namata était le chef d'état-major adjoint de l'armée de terre nigérienne.

Le général Namata, depuis le quartier général du G5 à Bamako (Mali), a répondu aux questions soumises par *ADF*. Il déclare que son expérience contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad était formatrice, mais il attribue les succès enregistrés là-bas aux chefs politiques et aux forces déployées au front. Il souligne que, dans la lutte contre le terrorisme, les forces militaires doivent agir avec professionnalisme, discernement et efficacité.

« La lutte contre l'extrémisme et les menaces asymétriques nous apprend à faire preuve de beaucoup de discernement et à être patients car c'est une lutte de longue haleine contre un ennemi très furtif, doté d'une bonne capacité de résilience, écrit-il. Il reste difficilement saisissable, tant il arrive à s'imbriquer au sein des populations. Cela prendra assurément du temps, mais nous restons convaincus qu'avec une bonne synergie des efforts, nous arriverons un jour à mettre tous ces groupes armés terroristes hors d'état de nuire. »



« Cela prendra assurément du temps, mais nous restons convaincus qu'avec une bonne synergie des efforts, nous arriverons un jour à mettre tous ces groupes armés terroristes hors d'état de nuire. »

– GÉNÉRAL DE BRIGADE OUMAROU NAMATA

SA PREMIÈRE ANNÉE

Lorsqu'il commence à commander le G5, le général Namata souligne plusieurs points :

- Améliorer l'efficacité opérationnelle des unités du G5 et atteindre une pleine capacité.
- Préparer des opérations coordonnées ou conjointes avec les forces armées nationales ou d'autres partenaires.
- Lancer la composante policière de la force.
- Améliorer la stratégie de communication pour accroître la visibilité et l'acceptation publiques de la force.
- Respecter la résolution 2480 de l'ONU qui demande une amélioration de la coopération, du partage de l'information et du soutien de la Force conjointe du G5 Sahel par les Nations unies et les autres acteurs internationaux.

Le général Namata déclare que, pendant le deuxième semestre 2019, la Force conjointe enregistre un certain nombre de succès. Il mentionne les douzaines de terroristes qui ont été neutralisés ou capturés, les caches d'armes découvertes, les centres de fabrication des engins explosifs

Un soldat regarde les tombes des 71 collègues nigériens tués dans une embuscade le 10 décembre 2019.
AFP/GETTY IMAGES



Des membres de la garde d'honneur du Burkina Faso se tiennent à l'entrée d'un centre de conférence avant la cérémonie d'ouverture de la Conférence au sommet du G5 Sahel sur la sécurité à Ouagadougou le 14 septembre 2019. AFP/GETTY IMAGES

improvisés (EEI) démantelés, les motos saisies et l'équipement de communication et autre matériel retiré du champ de bataille. Un succès notable se produit entre le 1er et le 10 octobre lors de l'opération Amane 2 au Nord du Niger : les forces du G5 découvrent une vaste cache d'armes et arrêtent un pick-up transportant des armes qui avait traversé la frontière de la Libye.

Début novembre, les forces du G5 participent à une mission dans la région du Gourma, frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Cette mission comprend 1.400 soldats et conduit à la mort ou la capture de 25 terroristes, la destruction de 64 motos et le démantèlement d'un atelier d'EEI. La mission conjointe réunit l'opération Barkhane de la France et les forces armées nationales des trois pays.

« Cependant, jusque-là des efforts somme toute relativement fructueux ont été engagés par la Force conjointe, dans le domaine des opérations militaires et des relations avec les partenaires, notamment à travers une coordination plus forte entre les différentes forces qui agissent sur le terrain, écrit-il, mais aussi avec l'engagement plus conséquent de toutes les parties prenantes. En somme, l'engagement et la détermination de la Force conjointe à mener sa mission contre le terrorisme dans notre espace sahélien sont restés constants. »

Cette année révèle aussi le coût du combat. En décembre, 71 soldats nigériens trouvent la mort dans l'embuscade d'une base à l'Ouest du pays. C'est l'une des attaques les plus meurtrières contre les forces armées du Niger dans l'histoire moderne.

« C'est ici le lieu de rendre hommage aux pertes humaines, civiles et militaires, qui attestent de l'engagement de nos armées ainsi que des périls auxquels sont confrontés nos frères sahéliens », écrit le général Namata.

En fait, l'année 2019 est historiquement la pire année pour la violence liée à l'extrémisme au Sahel, encore pire que 2018. Le général Namata déclare qu'il est impossible d'ignorer que la violence augmente, malgré les multiples efforts des armées régionales, des organisations internationales et des partenaires occidentaux tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Le général Namata déclare que les groupes extrémistes ont tiré parti de la violence régionale intercommunale et ethnique et l'ont aggravée.

UN EFFORT MONDIAL

Cette lutte, déclare-t-il, n'incombe pas seulement aux cinq pays de la Force conjointe ; elle doit être un effort mondial.

« L'extrémisme n'est pas l'apanage du Sahel, écrit le général Namata. C'est un phénomène aveugle qui fait fi des frontières et qui essaye sournoisement de s'installer là où ses adeptes pensent pouvoir diffuser leurs théories du chaos. »



Le général de brigade Oumarou Namata, au centre, se réunit avec les troupes de la Force conjointe du G5 Sahel au Mali près de la frontière avec le Burkina Faso.
FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

Des combattants liés à l'État islamique se sont enfuis des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et rêvent maintenant de créer un « califat » au Sahel. « C'est qu'il y a eu un glissement de ce phénomène ayant sévi sous d'autres contrées comme le Moyen-Orient, le Maghreb et autres, vers les zones sahéliennes qu'il était plus facile d'investir, de par la faible présence relative des démembrements des États et une certaine pauvreté endémique des populations locales qui pouvaient ainsi constituer un bon terreau de recrutement », écrit-il.

Il a été signalé que les groupes terroristes de la région forment des alliances. Un reportage d'Octobre 2019 par Radio France Internationale mentionne des preuves anecdotiques de collaboration entre divers groupes tels qu'Ansar Dine, le Front de libération du Macina, Al-Mourabitoune, Ansarul Islam et l'État islamique dans le Grand Sahara. Le reportage révèle que les combattants vont et viennent entre les groupes et qu'il existe un accord tacite selon lequel ils chercheront à conquérir un territoire ensemble, et ils règleront leurs différends plus tard.

Le général Namata déclare que les attaques deviennent plus sophistiquées, ce qui pourrait être un signe de collaboration. Il souligne l'utilisation des EEI et des voitures piégées et l'énorme quantité de tirs d'artillerie comme preuves que l'ennemi est bien financé.

« Les attaques complexes des positions des forces de défense et de sécurité, avec des effectifs ennemis de plus en plus grands, confirment qu'il existe de véritables connexions sur le plan opérationnel et logistique entre les groupes armés terroristes, écrit le général Namata. Ainsi, malgré des divergences d'approche vis-à-vis des populations, ces groupes s'appuient mutuellement. »

LE SOUTIEN DES CIVILS

Une priorité du G5 consiste à gagner le soutien des civils dans les zones vulnérables où les extrémistes ont cherché à recruter les combattants et obtenir un appui. Le général Namata déclare que son approche visant à gagner le soutien des civils possède plusieurs volets :

- Assurer que toutes les actions de la Force conjointe du G5 Sahel, depuis la planification jusqu'aux opérations, se conforment à la structure juridique établie par la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Une assistance en sera fournie par la composante policière du G5.
- Collaborer avec les autorités judiciaires des pays contributeurs.
- Déclarer au public ce qui se passe et soutenir les communications nationales des pays contributeurs.
- Influencer et engager directement la population, grâce aux composantes différentes de la force, aux autorités administratives et aux leaders d'opinion.
- Assurer que la protection de la population reste une priorité majeure pour toutes les composantes de la force.
- Planifier et mettre en œuvre des programmes d'engagement civilo-militaires pour accompagner les opérations.

Le financement continue à être un défi pour le G5. En juillet 2019, l'Union européenne a promis de fournir 154 millions de dollars pour soutenir la Force conjointe, et le secrétaire général de l'ONU a demandé des fonds supplémentaires auprès de l'organisme international. Le général Namata déclare que le G5 fait ce qu'il peut avec un financement et un matériel limités, mais qu'il pourrait utiliser un soutien additionnel.

« Notre principale fierté, c'est que malgré la faiblesse de ses moyens, la Force conjointe a su mettre en œuvre un certain nombre d'opérations, pour marquer sa présence et sa détermination à poursuivre la mission à elle confiée, écrit le général Namata. Tout cela dans un élan de recherche systématique de coordination au sein d'opérations très souvent conjointes. »

Le général Namata déclare que la formation d'une alliance telle que le G5 peut être lente et fastidieuse, mais que cela est nécessaire.

« Il est possible, à ce stade, d'affirmer que [le G5] est actuellement la seule alternative locale crédible en matière de lutte contre le terrorisme et le crime transfrontalier dans l'espace commun. » ❑



ILLUSTRATION D'*ADF*

La TERREUR
dans une terre « *intègre* »

LES GROUPES EXTRÉMISTES BASÉS AU SAHEL RUINENT LE CALME DU BURKINA FASO

PERSONNEL D'*ADF*

L'hôtel Splendid du Burkina Faso se présente aux yeux des visiteurs internationaux en énumérant les infrastructures que beaucoup anticipent : son service de chambre, sa réception ouverte 24 heures sur 24, sa proximité aux restaurants et aux attractions locales, son Wi-Fi gratuit. Les gens d'affaires en déplacement, les diplomates et les vacanciers ont tous fait du Splendid leur foyer temporaire lorsqu'ils ont visité la capitale de Ouagadougou.

Ses chambres offraient un sentiment naturel de calme et de sécurité. C'est ce sentiment qu'une demi-douzaine de militants d'al-Qaïda au Maghreb islamique ont cherché à ruiner en janvier 2016 lorsqu'ils ont assiégé l'hôtel après avoir attaqué le café Cappuccino situé de l'autre côté de la rue, où se pressaient une centaine de clients.

Les attaquants, qui portaient des turbans et qui parlaient une langue non autochtone, sont entrés peu à peu dans l'hôtel pendant toute la journée du vendredi 15 janvier 2016 et se sont mêlés aux visiteurs. D'autres les ont rejoints lorsque la nuit est tombée, selon un reportage de CNN. Finalement, les attaquants ont commencé leur assaut et ont pris des otages.

Au moins 29 personnes ont été tuées et des douzaines ont été blessées. Une survivante a déclaré à la BBC comment les attaquants ont refusé d'être dupés par les victimes. « Ils ont commencé à tirer, à tirer, et tout le monde s'est couché au sol », a dit une femme, qui s'est échappée avec sa sœur cadette. « Dès que les gens relevaient la tête, ils tiraient immédiatement, donc il fallait prétendre être mort. Ils sont même venus toucher nos pieds pour vérifier si nous étions en vie. Si on était vivant, ils vous tiraient dessus immédiatement. »

Les forces de sécurité locales et françaises ont encerclé le Splendid tôt dans la matinée du 16 janvier 2016 avant de le prendre d'assaut. Elles ont secouru 176 otages, selon la déclaration faite à la BBC par le ministre burkinabé de la Sécurité, Simon Compoaré. Parmi les personnes tuées, en plus de quatre attaquants, on compte cinq Burkinabés, deux Français, deux Suisses, six Canadiens, un Néerlandais et un Américain missionnaire.

La terreur avait atteint le Burkina Faso, qui était pendant longtemps un lieu de calme relatif. Maintenant, l'instabilité et la violence qui tourmentaient le Mali, et à un degré moindre le Niger, s'infiltraient à travers la frontière, en défiant un gouvernement qui avait une volonté politique mais peu de moyens d'affronter le problème.

LA VIOLENCE DANS LA TERRE DES « PERSONNES INTÈGRES »

Le Burkina Faso, anciennement appelé république de Haute-Volta, avait intégré dans son nouveau nom un souhait d'unité nationale. En 1984, le nouveau nom du pays combina des mots provenant de trois langues indigènes pour représenter la nation et son peuple. Burkina, qui signifie « intègre » dans la langue des Mossis, et Faso, qui signifie « patrie » ou « pays » en dioula, ont été combinés pour caractériser le pays comme « terre des personnes intègres ». Les habitants sont appelés Burkinabés, avec l'ajout du suffixe « bé » qui provient du dialecte peul du Burkina et

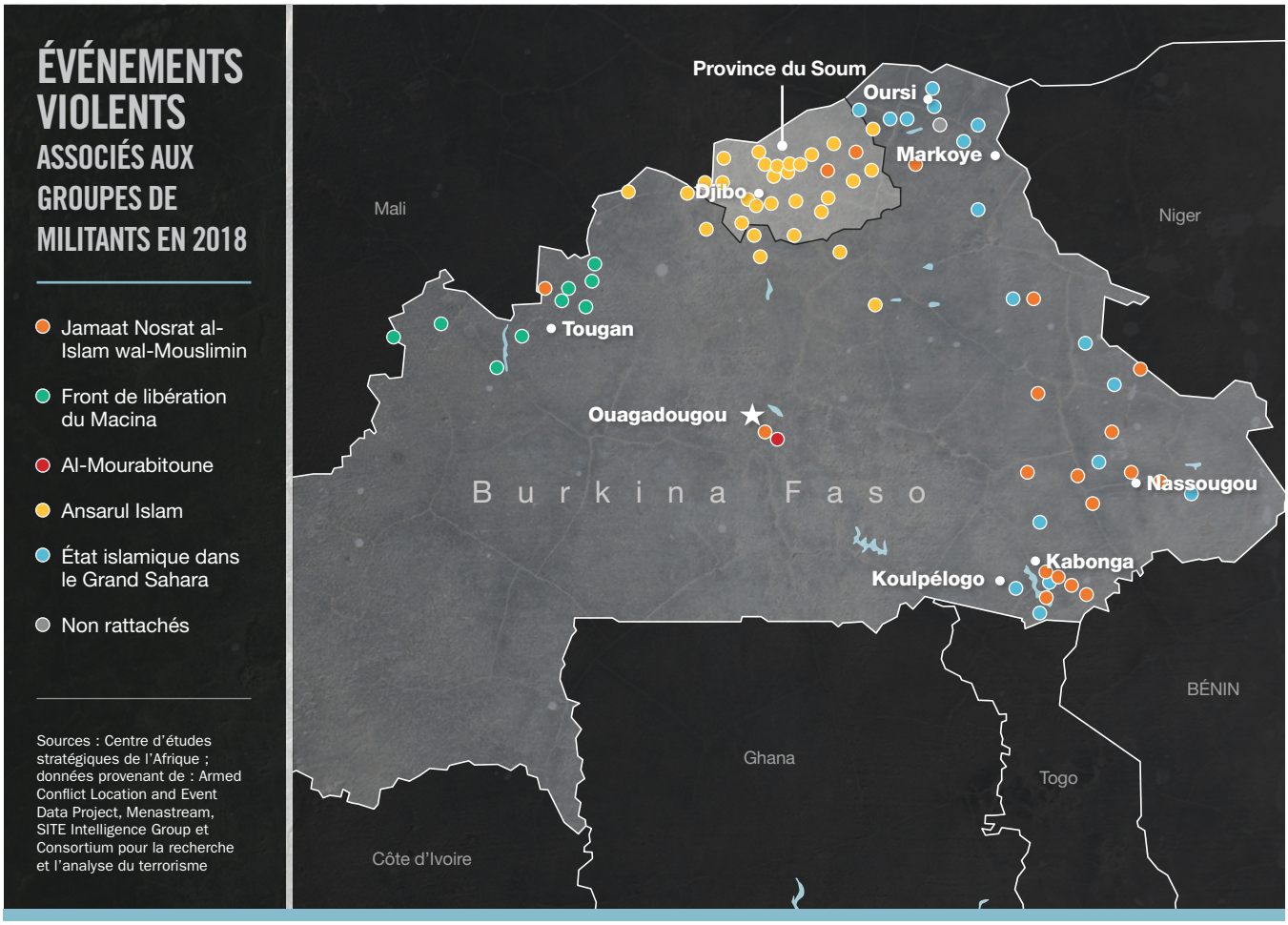


ILLUSTRATION *ADF*

qui signifie « personne possédant une intégrité ».

Thomas Sankara, le président de l'époque, utilisa le nouveau nom pour encourager la cohésion et l'identité nationale, déclare le Dr Daniel Eizenga, associé de recherche au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA). « Cette reconnaissance des différences et de la diversité, mais dans le cadre d'unité cohésive, a toujours été un concept vraiment puissant au Burkina Faso », déclare-t-il. À beaucoup d'égards, ce sentiment d'unité nationale a aidé le pays au cours des dernières années, malgré l'augmentation de la violence.

En 2014, des centaines de milliers de protestataires sont descendus dans les rues de Ouagadougou pour protester la tentative de Blaise Compaoré, le président de l'époque, visant à amender la constitution afin de prolonger son mandat, lequel avait commencé lorsqu'il avait renversé le président Sankara lors d'un coup d'état en 1987. Cette « insurrection populaire », comme on l'a appelée, a chassé Blaise Compaoré et forcé sa démission et son exil en Côte d'Ivoire. Ainsi commença une période de transition d'un an vers un gouvernement civil démocratiquement élu.

Les citoyens ont voté en novembre 2015 dans des élections libres et équitables. Ils ont élu le président actuel, Roch Marc Christian Kaboré, dont le parti a obtenu une pluralité à l'Assemblée nationale. Le nouveau gouvernement a été installé en janvier 2016. Puis le café Cappuccino et l'hôtel Splendid ont été frappés par la tragédie.

Celle-ci s'étant produite immédiatement après une transition de pouvoir pacifique, le gouvernement du président Kaboré a été déstabilisé. « Depuis janvier 2016, le gouvernement s'est à peine préoccupé d'essayer de comprendre ce qui se passe, de savoir pourquoi on constate une augmentation de l'insécurité, quels sont les groupes islamistes militants qui sont actifs sur le territoire. Il a des difficultés pour relever ces défis, déclare le Dr Eizenga à *ADF*. Nous sommes donc maintenant en 2019, trois ans plus tard, et nous avons constaté simplement une augmentation progressive, une hausse progressive, de cette insécurité. »

LE CARACTÈRE DE LA TERREUR AU BURKINA FASO

Les attaques de l'hôtel et du café ont initié au Burkina Faso une hausse de la violence qui persiste en 2019. En 2018, 137 événements violents provoquent la mort de 149 personnes. Pendant les 6 premiers mois de 2019, les extrémistes islamistes tuent 324 personnes dans 191 attaques, selon un article de juillet 2019 écrit par Pauline Le Roux, associée de recherche adjointe invitée auprès du CESA.

Trois groupes sont responsables de la plupart des attaques mais l'un d'entre eux, Ansarul Islam, est le chef de file pour déstabiliser le Nord du Burkina Faso. Entre 2016 et 2018, plus de la moitié de toutes les attaques

La terreur avait atteint le Burkina Faso, qui était pendant longtemps un lieu de calme relatif.



Des enfants qui se sont enfuis de leurs villages dans le Nord du Burkina Faso après les attentats jouent dans une école près de Ouagadougou. REUTERS





commises par les militants islamistes dans le pays sont associées à Ansarul Islam. Elles sont pour la plupart regroupées autour de Djibo, capitale de la province du Soum. En 2018, le groupe conduit 64 attaques dans lesquelles 48 personnes trouvent la mort. Plus de la moitié de ses attaques, soit 55 %, ciblent des civils, ce qui fait d'Ansarul Islam le premier de tous les groupes de militants sur le continent, à l'exception d'un autre qui est actif au Mozambique, selon Mme Le Roux. Plus de 100.000 personnes se sont enfuies de leur foyer et 352 écoles ont été fermées dans le Soum.

Ces attaques contre les civils, et la mort en 2017 d'Ibrahim Malam Dicko, imam peul et fondateur du groupe, ont probablement conduit à son déclin. Vers la mi-2019, seulement 16 attaques et 7 décès ont pu être attribués à Ansarul Islam, et le groupe a cessé d'être un acteur principal dans la menace extrémiste pesant sur la nation.

Bien qu'il soit principalement un groupe musulman de l'ethnie peule, Ansarul Islam n'a pas les grands desseins de conquête et de contrôle de territoire partagés par les groupes extrémistes actifs dans le centre du Mali. Le Front de libération du Macina (FLM), par exemple, a exprimé le souhait de restaurer l'ancien empire théocratique du Macina au centre du Mali.

Le Dr Eizenga déclare qu'Ansarul Islam a attiré beaucoup d'attention parce qu'il était le premier groupe extrémiste autochtone du Burkina Faso. On avait peur qu'il se métastase et donne naissance à des groupes dissidents. Cela ne s'est pas produit. En fait, le groupe n'a jamais gagné un soutien local important. C'était principalement une bande de jeunes hommes mécontents qui ont pris les armes parce qu'ils ne pouvaient pas trouver d'emploi. Il semble que le groupe ait attaqué des civils parce qu'il n'avait pas de soutien populaire, au lieu du contraire, déclare-t-il.

Les valeurs sociales intégrées de longue date dans le pays ont été bénéfiques. Ses structures sociales ont fourni des processus locaux pour résoudre les conflits et maintenir la paix. Pourquoi donc est-ce que le Burkina Faso a été frappé par la violence ?

L'EXPANSION DU CHAMP DE BATAILLE

Aucun groupe ne cherche à établir un califat ou un état séparé au Burkina Faso. Au lieu de ça, la violence qui se répand dans le pays a probablement deux causes. Premièrement, les frappes militaires au Mali et au Niger par les forces françaises de l'opération Barkhane, la Force conjointe du G5 Sahel et les forces armées nationales ont fait pression sur les groupes extrémistes. Alors que ces groupes cherchent des refuges, ils exploitent les frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, qui font partie d'une région connue historiquement sous le nom du Liptako-Gourma. Ces refuges incluent le Nord et l'Est du Burkina Faso.

Le Dr Eizenga explique que les populations de ces trois pays sont « hautement interconnectées », et donc les frontières nationales ne distinguent pas nécessairement les habitants ni n'influencent leurs déplacements. « Ce dont nous parlons vraiment ici, c'est donc un problème régional de l'état du Mali, de l'état du Burkina Faso et de l'état du Niger », déclare-t-il. Les pastoraux se déplacent librement à travers la région et cette migration régulière complique les efforts de sécurité. On a tort d'attribuer la violence uniquement aux troubles du Mali, puisqu'il s'agissait dès le début d'un problème régional, déclare le Dr Eizenga à *ADF*.

Deuxièmement, la violence au Burkina Faso est moins due aux extrémistes qui essaient d'atteindre un objectif idéologique ou politique plus vaste, que causée par une décision tactique concernant « l'expansion du champ de bataille », déclare-t-il.

En plus d'Ansarul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara et le FLM ont été les plus actifs au Burkina Faso, selon l'article de Mme Le Roux. Le Dr Eizenga déclare que les rapports décrivent des attaquants qui entrent dans les communautés burkinabés sur des motos, qui brûlent des édifices et qui tuent quelques personnes. Cette tactique met sur la défensive les forces de sécurité burkinabés et autres parce qu'elle les oblige à disperser le personnel et le matériel sur une plus grande superficie, ce



Des militants ont attaqué le café Cappuccino alors qu'ils préparaient l'assaut de l'hôtel Splendid de l'autre côté de la rue, à Ouagadougou en janvier 2016.

REUTERS

Un officier de police monte la garde devant l'hôtel Splendid après l'attentat.

AFP/GETTY IMAGES

qui dilue leur efficacité et leur temps de réponse.

La pénétration des nouvelles zones donne aussi accès à de nouvelles sources de revenus. Les mouvements vers l'Est du Burkina Faso préoccupent certains observateurs qui craignent que la menace pourrait toucher le Bénin et le Togo. En mai 2019, les forces françaises ont libéré deux touristes français, un Américain et un Sud-Coréen au Bénin, selon le *Washington Post*. Les terroristes avaient tué leur guide et deux soldats français sont morts au cours du sauvetage. Des bandes criminelles pourraient en enlever d'autres et les remettre aux extrémistes contre de l'argent.

En outre, le Dr Eizenga explique que les communautés pastorales doivent amener leur bétail sur les marchés, et cela nécessite des déplacements vers la côte. Les extrémistes pourraient exploiter ou essayer de contrôler ces mouvements par extorsion. De plus, les mouvements vers la côte d'Afrique de l'Ouest donneraient aux militants l'opportunité de conduire « des attaques à grande échelle sur des cibles vulnérables », telles que l'attentat perpétré en mars 2016 contre le complexe balnéaire de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, où 19 personnes ont trouvé la mort.

LA MARCHE À SUIVRE POUR LE BURKINA FASO

La structure sociale du Burkina Faso lui donne un avantage pour combattre les extrémistes. Le manque de soutien local pour de tels groupes pourrait les empêcher de s'enraciner dans le pays. Toutefois, les faibles capacités et ressources des forces de sécurité régionales constituent un défi qui perdure.

Le Dr Eizenga déclare que le gouvernement possède la volonté politique d'agir. Les responsables se rendent compte de l'urgence et souhaitent affronter la menace. « C'est vraiment une question de capacité, déclare-t-il. Une présence militaire soutenue à long terme va donc être cruciale. »

L'établissement de la sécurité permettrait une amélioration du développement économique, ce qui renforcerait encore plus la résilience nationale. Mais la sécurité doit avoir priorité et le Burkina Faso ne pourra pas l'assurer tout seul. La communauté internationale devra fournir une assistance. Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées. En automne 2019, la saison sèche a commencé, ce qui pourrait conduire à une pénurie alimentaire.

« Nous sommes arrivés à un moment très délicat. À moins que le gouvernement burkinabé n'obtienne le soutien de la communauté internationale et que l'on constate une certaine mobilisation sur le plan humanitaire et le plan de la sécurité, je ne sais pas s'ils pourront surmonter cette courte période », déclare le Dr Eizenga.

Si la Force conjointe du G5 Sahel pouvait être pleinement opérationnelle dans l'ensemble de la région du Sahel, elle pourrait être capable de fournir la sécurité durable qui est nécessaire à moyen terme et à long terme. Mais cela aussi nécessitera probablement une augmentation du soutien international. Barkhane et le G5 Sahel ont enregistré quelques succès mais, ce faisant, les militants ont attaqué d'autres régions pour assurer l'expansion du champ de bataille. « Ce qui manque jusqu'à présent, c'est la possibilité de maintenir une présence militaire sur une étendue suffisante pour perturber complètement la capacité opérationnelle de ces groupes », déclare le Dr Eizenga.

Malgré cela, le gouvernement du Burkina Faso a affronté l'insécurité. Il a déclaré un état d'urgence sur environ le tiers de son territoire et il a augmenté la présence militaire dans ces zones. Il a lancé des opérations militaires au Nord et à l'Est, et a enregistré quelques succès. Mais en août 2019, une attaque extrémiste contre une unité des forces armées à Koutougou, dans la province du Soum, a causé la mort d'environ deux douzaines de soldats. Plusieurs autres ont été blessés. Cela est survenu parce que le Burkina Faso essaie de restaurer la sécurité dans un environnement complexe et difficile, selon le Dr Eizenga. Avec une augmentation du soutien, ils pourraient inverser cette tendance.

« Il n'y a pas encore de raison pour perdre tout espoir au Burkina Faso. » ❑

Une scène de *calme* dans une terre de conflit

PERSONNEL D'*ADF*

Parfois, les scènes de sérénité et de tranquillité se trouvent près des lieux d'anxiété et de troubles. Il semblerait que ce jeune garçon congolais a trouvé l'endroit idéal. Il se repose au bord d'une route reliant la petite ville de Rudaya (République démocratique du Congo, RDC) à la ville affairée de Goma, capitale de la province tourmentée du Nord-Kivu, en août 2019.

Le même mois, le virus de l'Ebola, fléau de la région depuis longtemps, est contenu à Goma, selon NPR.org. À peine plus d'un mois après l'apparition de cette fièvre hémorragique mortelle à Goma, les professionnels de la santé nationaux et internationaux ont évité ce que beaucoup craignaient : un virus mortel non contrôlé dans une ville de 2 millions d'habitants.

Goma, près de la frontière du Rwanda, était depuis des semaines en état d'alerte après la contamination de plusieurs personnes par un chercheur d'or qui avait une famille nombreuse et qui est décédé en juillet 2019, selon Reuters. En date du 15 août, les professionnels de la santé avaient enregistré quatre cas à Goma. Les intervenants surveillaient 232 personnes qui avaient eu des contacts avec les patients contaminés. Ce processus s'achèverait à la fin août.

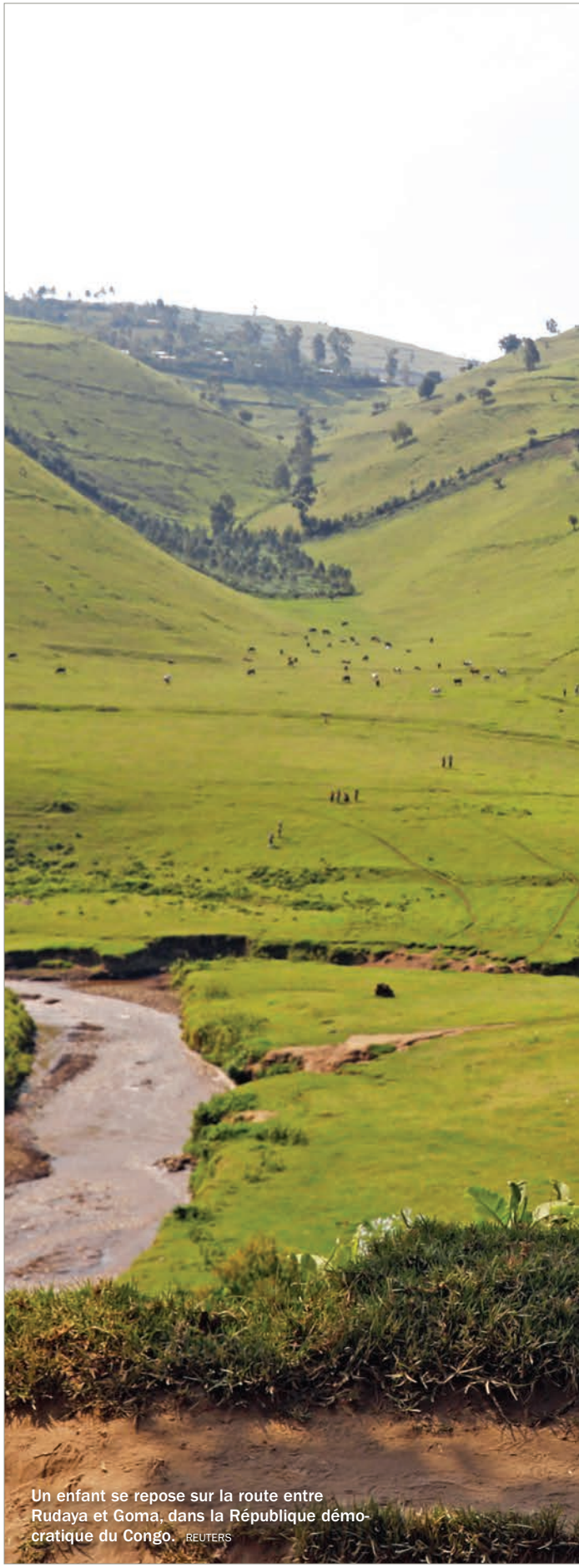
« Nous n'avons pas constaté de transmission secondaire à Goma, ce qui est un grand succès pour les équipes sur le terrain », a déclaré à Reuters le Dr Michael Ryan, chef du service des urgences de santé de l'Organisation mondiale de la santé.

En date du 28 août 2019, le ministère de la Santé de la RDC avait signalé 3.004 cas et 2.006 décès pour l'épidémie dans l'Est de la RDC, laquelle avait commencé le 1er août 2018.

Les autorités ont utilisé un nouveau vaccin et de nouveaux traitements avec beaucoup de succès à Goma. Toutefois, lorsqu'on sort de la ville, les choses commencent à se compliquer. La lutte contre l'Ebola se poursuit dans les zones telles que Beni et Butembo.

Tant que la méfiance et l'agitation tourmentent l'Est de la RDC, l'Ebola menace d'être simplement l'un d'un grand nombre de problèmes. Dans la province de l'Ituri, la rougeole, le paludisme, la violence et les personnes déplacées compliquent le travail des professionnels de la santé. Natalie Roberts, directrice des opérations pour Médecins sans frontières, résume ainsi les enjeux :

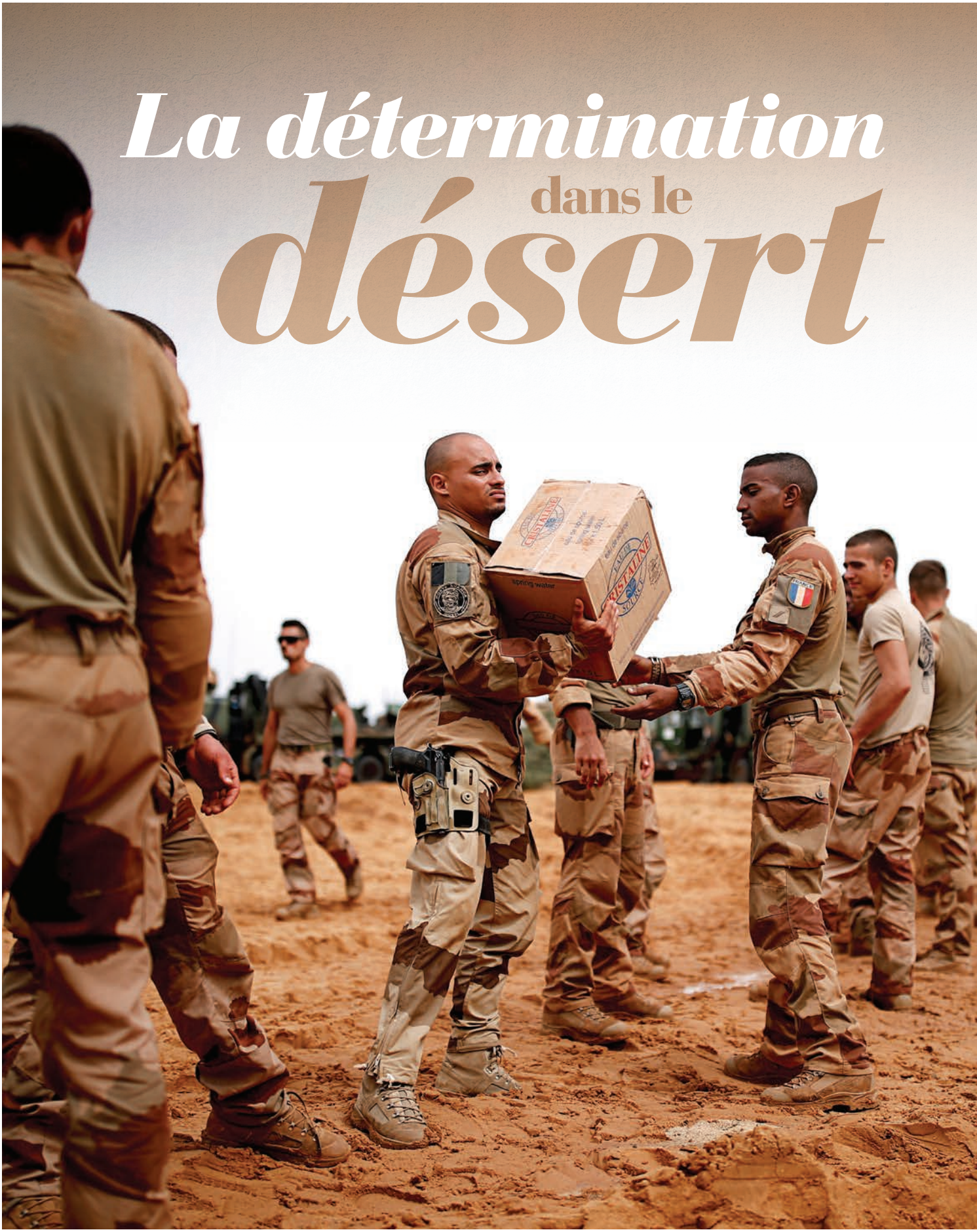
« Cette population et ce contexte ont 99 problèmes, et l'Ebola est seulement l'un d'entre eux. »



Un enfant se repose sur la route entre Rudaya et Goma, dans la République démocratique du Congo. REUTERS



La détermination dans le désert



APRÈS CINQ ANNÉES, L'OPÉRATION BARKHANE DE LA FRANCE ENREGISTRE DES PROGRÈS VERS LA PAIX AU SAHEL

PERSONNEL D'*ADF* | PHOTOS PAR REUTERS



Des soldats français du GTD Belleface transportent des caisses de bouteilles d'eau à Ndaki (Mali).

L'opération Serval fut le point culminant de l'époque moderne pour les forces armées françaises. Cette mission de 18 mois commença en janvier 2013 sur la demande du gouvernement du Mali lorsque des groupes extrémistes s'avancèrent vers le Sud et menacèrent de s'emparer de la capitale de Bamako.

L'effort français auquel ont participé 4.000 personnes a utilisé une combinaison de forces terrestres, de bombardements aériens, de divisions blindées et de forces spéciales pour stopper l'avancée, libérer toutes les villes principales du Nord du Mali et décimer le leadership extrémiste. Trois des cinq principaux chefs terroristes ont été tués et deux autres, Mokhtar Belmokhtar et Iyad Ag Ghali, se sont enfuis du Mali.



Lorsque François Hollande, qui était alors président, est venu visiter les zones libérées, des hordes d'admirateurs l'ont accueilli. Les enfants sont montés sur les murs pour arborer le drapeau tricolore et les personnes âgées ont embrassé les soldats français. Dans les villes telles que Ménaka, Tombouctou et Gao, les Maliens avaient souffert énormément pendant la brève occupation extrémiste et ont montré leur gratitude d'avoir bénéficié d'un nouveau départ.

« Avant, c'était la panique totale ; nous ne pouvions pas dormir. Nous n'étions pas libres de faire ce que nous voulions, mais aujourd'hui nous nous sentons complètement libres », a déclaré un habitant de Tombouctou aux actualités télévisées de France 24 en janvier 2013.



Un membre d'une unité médicale de l'armée française traite une patient à Ndaki (Mali).

Servir le PUBLIC

PERSONNEL D'*ADF*

Dans beaucoup de régions du Sahel, les civils ont été traumatisés par des années de conflit. Ils n'ont pas souvent confiance dans les forces armées qui sont supposées les protéger.

En reconnaissance de cela, Barkhane a fait des opérations civilo-militaires (CIMIC) une pierre angulaire de la mission. Presque toutes les opérations ont une composante d'attention civile, qui peut inclure des cliniques de santé gratuites et des projets qui assurent l'accès à l'eau, à l'énergie ou à l'éducation.

En 2018, les forces de Barkhane ont mené environ 70 projets CIMIC. Ceux-ci comprenaient le forage des puits à Ménaka (Mali), la rénovation d'une ferme laitière à Ménaka et la construction d'un pont à Tassiga (Mali). Au cours des sept premiers mois de 2019, Barkhane a mené 30 projets CIMIC, y compris 13 dans la région des trois frontières du Liptako-Gourma. Les équipes CIMIC de Barkhane fournissent aussi au quotidien des soins de santé, en traitant en moyenne 300 personnes chaque jour.

De plus grands projets sont en cours pour réparer la centrale électrique de Ménaka et assister son poste de police avec de nouveaux véhicules et des améliorations d'infrastructure.

« Pour évaluer les besoins des gens, il est essentiel de leur donner des moyens d'accès à l'eau et aux soins primaires, d'améliorer leurs conditions de travail et leurs conditions de vie », déclare le major David, chef de projet CIMIC basé à Gao. « Tout cela contribue à l'amélioration de la situation sécuritaire générale de la population. »

Les équipes CIMIC travaillent de concert avec leurs homologues maliens pour mettre l'accent sur l'importance de l'engagement public. Les forces de Barkhane ont fourni une formation et lancé une campagne de relations publiques qui inclut des affiches soulignant le professionnalisme des Forces armées du Mali.

Le sergent-chef Samba, officier CIMIC du Mali, patrouillait Ménaka en janvier 2019 et s'arrêtait pour parler aux habitants et leur demander comment ils vivaient. Il déclare que, à la suite d'une série d'événements CIMIC tels que la distribution de trousses scolaires, il avait noté un changement dans la façon dont les gens se comportaient avec lui.

« C'est vrai que nous avons maintenant acquis une certaine notoriété, déclare le sergent Samba. Les gens viennent me voir pour m'exposer les problèmes qu'ils peuvent rencontrer et nous réfléchissons ensuite aux actions à mettre en place. »

Mais ces sentiments d'euphorie ont rapidement laissé place au travail difficile de préservation de la paix. Les groupes extrémistes résiduels ont fait retraite vers les formations rocheuses de l'extrême Nord, appelé Planète Mars, ce qui a forcé les forces françaises et leurs alliés à conduire une mission laborieuse de recherche et élimination. Les membres du groupe ethnique des Touaregs ont signé un accord de paix précaire. Les Forces armées du Mali sont restées divisées et des rumeurs de coup d'état se sont manifestées. Début 2013, des attentats suicides ont frappé Kidal et Gao, ce qui signifiait que les extrémistes n'avaient pas abandonné.

Les Français savaient que le reste de la mission serait plus difficile. Il faudrait franchir les frontières, travailler avec les partenaires régionaux et les Nations unies, former les forces locales et lutter à leurs côtés pour éliminer les enclaves terroristes. Le 1er août 2014, la France a lancé l'opération Barkhane. Sa mission était simple : finir la tâche.

Avec Serval « nous avons empêché la création de ce qu'on appelle un Sahélistan », explique sur Radio France Internationale le général Patrick Bréthous, alors commandant de Barkhane. « La situation est stabilisée au Mali. Il y a un accord de paix qui est signé et mis en œuvre. Il y a encore quelques résurgences et c'est contre ces derniers irréductibles que nous luttons. »

PORTÉE/STRATÉGIE

L'opération Barkhane est la composante militaire de la triple stratégie de la France au Sahel. Les autres composantes incluent le soutien au développement économique et la poursuite de l'engagement politique.

Trois bases permanentes soutiennent cette mission. Elles sont situées à Gao (Mali), Niamey (Niger) et N'Djaména (Tchad). En outre, dans les régions isolées, les soldats établissent des plateformes désert-relais (bases opérationnelles avancées). Avec le déploiement de 4.500 soldats, Barkhane représente le plus grand effort militaire français dans le monde.



Des soldats français conduisent un véhicule tout-terrain blindé dans la région du Gourma (Mali).



Des soldats français travaillent sur un hélicoptère d'attaque Tigre au camp de la plateforme opérationnelle du désert à Gao (Mali).

SUR LE TERRAIN

La majorité des troupes d'infanterie de l'opération sont basées au Mali, où environ 2.650 soldats spécialisés dans la guerre tactique du désert sont répartis entre la base principale de Gao et des bases avancées à Gossi, Kidal, Ménaka, Tessalit et Tombouctou.

> « Ces zones frontalières sont évidemment les lieux les plus recherchés par les terroristes pour pouvoir exécuter leurs actes. La région de Gourma présente donc pour nous toutes les conditions nécessaires pour assurer notre efficacité. »
>
> — **Général Frédéric Blachon**
> Commandant des forces de Barkhane

Barkhane se concentre particulièrement sur la région du Liptako-Gourma, zone frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Une étude de 2019 conduite par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique a révélé que 90 % des attaques de l'État islamique dans la région se produisaient à moins de 100 kilomètres des frontières des trois pays.

La présence de Barkhane a aidé à ouvrir de nouveau les routes commerciales et a fourni la sécurité nécessaire pour le retour de l'administration civile dans un grand nombre de villes de la région des trois frontières. En 2019, le Liptako a eu son premier gouverneur depuis la crise de 2013. Barkhane a aussi aidé les Forces armées du Mali à établir trois bases dans la zone frontalière. L'ONU, Barkhane, l'armée du Mali, la police et la gendarmerie du Mali partagent une base conjointe unique à Ménaka.

« Ces zones frontalières sont évidemment les lieux les plus recherchés par les terroristes pour pouvoir exécuter leurs actes », déclare le général Frédéric Blachon, commandant des forces de Barkhane. « Une zone frontalière offre le meilleur moyen de passer d'un côté à l'autre et de se réfugier. La région de Gourma présente donc pour nous toutes les conditions nécessaires pour assurer notre efficacité. »

DANS LES AIRS

Les aéronefs militaires de Barkhane sont principalement basés aux aérodromes de Niamey et de N'Djaména. Ce sont des avions de transport et des avions de combat. Ils incluent sept jets Mirage 2000 surnommés les « yeux dans le ciel ».

Opération Barkhane

G5 SAHEL

- BURKINA FASO
- TCHAD
- MALI
- MAURITANIE
- NIGER

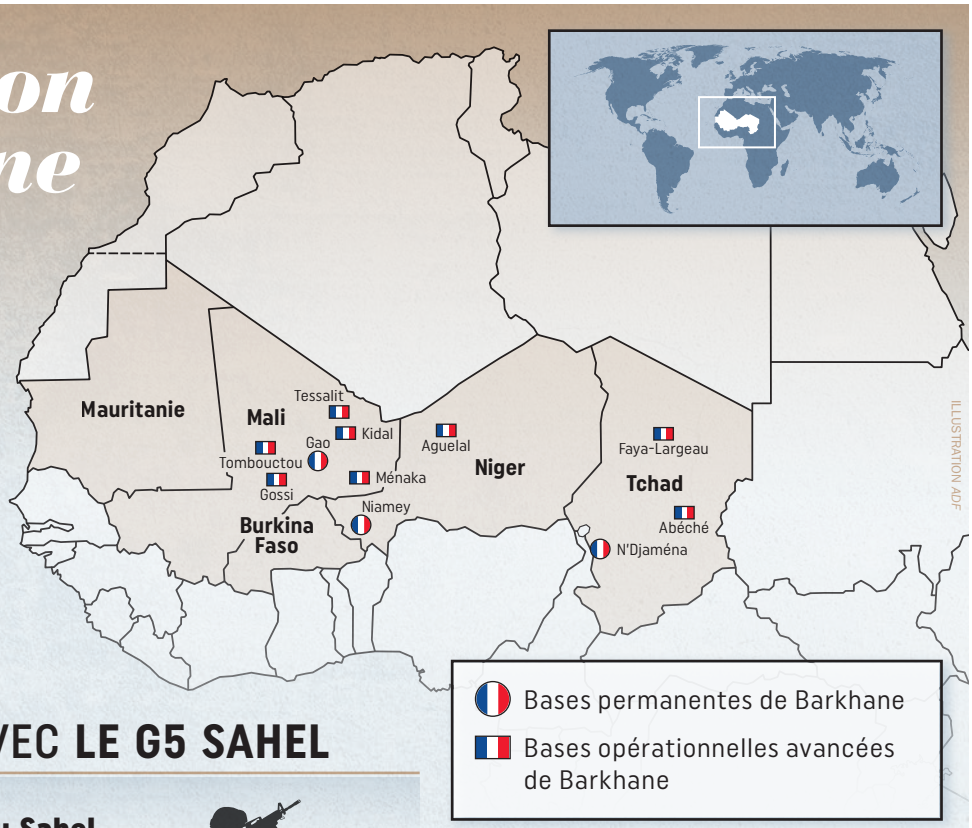


ILLUSTRATION ADF

PARTENARIAT AVEC LE G5 SAHEL

8.700 **soldats du Sahel formés** depuis 2014

Les classes incluent le tir, la médecine de combat et la lutte contre les EEI



9 millions d'euros en donations de matériel

- **51** véhicules
- **300** jumelles de vision nocturne
- **600** gilets pare-balles

ACTIONS CIVILO-MILITAIRES

- **70** consultations par jour
- **300** personnes traitées par jour, y compris **3 interventions chirurgicales**

70 projets civilo-militaires achevés en 2018, y compris **23 dans la région du Liptako-Gourma** Notamment :

- **8** installations d'eau
- **5** projets agricoles
- **3** projets d'infrastructure
- **7** projets dans les domaines de l'éducation, de l'énergie et de l'accès à l'information

LUTTE CONTRE LES TERRORISTES



120 **opérations de combat** en 2018



CE QUE DISENT LES CHIFFRES

4.500	3	7	22	6 à 10	260	360	210
soldats	drones	avions de chasse	hélicoptères	avions de transport et avions tactiques	véhicules blindés	véhicules logistiques	véhicules blindés légers

Source : Ministère français de la Défense

C'EST GRÂCE À LA FORMATION « QUE NOUS ALLONS GAGNER »

PERSONNEL D'*ADF*

Dès le début, la France a souligné que Barkhane ne serait pas une mission indéfinie. Dès que possible, elle a l'intention de céder le pas aux forces locales. La France souhaite aussi souvent que possible établir des partenariats avec les forces armées nationales, les efforts régionaux tels que la Force conjointe du G5 Sahel et les Nations unies.

Par conséquent, la formation et les missions conjointes représentent une composante centrale de Barkhane. Au cours des sept premiers mois de 2019, Barkhane a conduit 308 événements de formation ou « accompagnements de combat » avec les forces partenaires. Dans la même période, 3.000 soldats ont effectué un programme de formation et 1.500 ont participé à un accompagnement de combat.

L'accent a été mis sur la formation avec les fusils, le déminage, les droits humains et la médecine de combat.

Du 15 au 17 avril 2019 à Tombouctou, les experts des engins explosifs improvisés de l'infanterie du Corps des fusiliers marins français ont formé leurs homologues maliens sur la façon d'identifier les explosifs et de les désamorcer, et la façon de conduire sur une route parsemée de mines terrestres. L'exercice s'est achevé avec un test de conduite dans lequel les soldats ont dû naviguer une route minée.

« Grâce à ce stage, mes hommes vont pouvoir à leur tour former l'ensemble de nos sections en leur transmettant ces bonnes pratiques », conclut le capitaine Samake, chef du détachement malien. « Il n'y a pas de secret. C'est comme cela que nous allons gagner. »

Les missions conjointes commencent aussi à enregistrer des succès. En 2019, la France a organisé quatre événements appelés DIDASKO dans quatre pays du Sahel. Ces événements étaient conçus pour préparer les troupes à participer à des missions conjointes.

En décembre 2018, les présidents de la France et du Burkina Faso ont signé un accord pour mener des actions militaires communes. Le premier grand effort conjoint a duré du 20 mai au 3 juin 2019. 450 soldats de Barkhane ont conduit une opération majeure avec leurs homologues burkinabés près du Gourma, région frontalière avec le Mali.

Après la mission, le colonel Jean François Calvez du GTD français Richelieu n'avait que des louanges à l'égard de ses homologues burkinabés. Il envisageait des partenariats futurs.

« J'ai eu à faire à une unité d'une très grande qualité avec des capacités interarmes, très bien commandée, avec des soldats volontaires réactifs et parfaitement intégrés à la manœuvre », a-t-il déclaré.

« Ces plateformes jouent un rôle majeur au cœur de l'opération », selon une déclaration du ministère français de la Défense. « La présence d'avions de transport et d'avions de ravitaillement aérien nous permet d'étendre le théâtre des opérations et de nous rendre rapidement vers toute région de la bande saharo-sahélienne. La présence d'avions de combat et de drones nous permet de menacer en permanence nos adversaires et de les frapper si nécessaire. »



Un hélicoptère militaire Caïman NH90 atterrit dans une base opérationnelle avancée temporaire à Ndaki (Mali).

La mission utilise trois hélicoptères de transport CH-47 Chinook fournis par l'Armée de l'air royale du Royaume-Uni et 16 hélicoptères de combat. En 2019, le Danemark annonce son plan visant à faire don de deux hélicoptères de transport Merlin à la mission. Barkhane déploie aussi trois drones MQ-9 Reaper aux fins de reconnaissance et de surveillance des cibles, et retransmet les images en temps réel aux unités déployées.

Comme exemple d'exercice de la puissance aérienne, en 2019, sur demande du gouvernement du Tchad, des avions chasseurs français Mirage attaquent une colonne de 40 pick-ups conduits par un groupe rebelle ayant pénétré au Tchad depuis la Libye. Dans d'autres missions, les jets frappent une enclave terroriste avant que les troupes terrestres ne pénètrent dans la zone pour la libérer.

Les troupes déployées dans les missions reçoivent un soutien aérien dédié.

« Les missions durent très longtemps, entre quatre et six heures ou plus, et nous nécessitons donc de multiples sessions de ravitaillement aérien », déclare le lieutenant Wilfred, pilote de Mirage qui est identifié uniquement par son prénom, selon la coutume concernant les soldats français affectés outre-mer. « Ce sont des heures atypiques. Nous pourrions décoller très tard la nuit ou très tôt le matin. Chaque fois qu'une alerte est déclenchée. »

LA LOGISTIQUE

L'environnement opérationnel sur l'étendue du Sahel et en particulier au Nord du Mali est déconcertant. Les températures sont bien supérieures à 40 degrés Celsius, les tempêtes de sable réduisent la visibilité à près de zéro et, pendant la saison des pluies, de nombreuses routes deviennent infranchissables.

Pour préserver le rythme opérationnel et permettre aux unités de rester dans les bases opérationnelles avancées, Barkhane utilise le transport aérien et terrestre. La mission a trois ports en Afrique occidentale pour importer le matériel. Des convois de camions, qui peuvent atteindre 100 véhicules et nécessitent un soutien aérien et des escortes armées, amènent les équipements vers le front.

Par exemple, un convoi logistique voyageant sur 360 kilomètres entre Gao et Kidal comprenait 60 véhicules transportant 135 tonnes de cargaison et 340 mètres cubes de carburant. Le convoi était soutenu par une escorte de 10 véhicules, une surveillance aérienne, un personnel médical et deux dépanneuses.

« Ce convoi logistique implique une gestion permanente des imprévus techniques comme sécuritaires », déclare le capitaine Freddy, commandant l'unité logistique. « Mes hommes sont bien entraînés et endurants, ce qui leur permet d'anticiper et de réagir efficacement. »

La mission s'appuie aussi fortement sur les parachutages de ravitaillement aérien pour les avant-postes distants. Elle a reçu un soutien logistique de ses partenaires, y compris l'Espagne qui a envoyé un C-130 basé au Sénégal et un C-295 basé au Gabon pour ravitailler Barkhane.

« UNE ADAPTATION PERMANENTE »

Peu après la création de Barkhane, un groupe terroriste connu sous le nom d'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est formé. Il est principalement actif dans l'Est du Mali et dans les régions voisines du Niger et du Burkina Faso.

Fin 2016, ce groupe affirme sa présence lors de trois attaques importantes au Burkina Faso. Le groupe attaque une gendarmerie, un avant-poste de police et une prison, où il essaie sans succès de libérer des extrémistes incarcérés. Trois semaines après la troisième attaque majeure, l'État islamique reconnaît le groupe, bien qu'il ne le désigne pas officiellement comme *wilayat* ou province de l'État islamique.

En même temps, la région enregistre une augmentation de la violence intercommunale, en particulier au Mali. Lors d'une attaque atroce dans la région de Mopti à l'Est du Mali, près de 160 personnes sont tuées dans des affrontements entre les bergers peuls et les chasseurs dogons. Les extrémistes cherchent à exacerber les tensions ethniques comme outil de recrutement.

Le problème conduisit un journal français majeur à se demander si Barkhane n'était pas une « mission impossible », en soulignant que 4.500 soldats ne peuvent pas raisonnablement contrôler une étendue de 5 millions de kilomètres carrés, soit 10 fois la superficie de la France. L'année 2019 bat tous les records en termes de décès dus à la violence extrémiste au Sahel.

Ce défi a poussé les chefs de Barkhane à mettre l'accent sur la qualité de l'« adaptation permanente » dans la planification.

Le général Bruno Guibert, commandant de l'époque, a déclaré que les forces françaises avaient évolué pour se déplacer plus rapidement et avec une empreinte moindre depuis le début de la mission. « Nous devons sortir loin, longtemps, et aussi légèrement que possible », a-t-il déclaré au quotidien français *Libération* en 2018. « Nous privilégions désormais les opérations longues sur le terrain, en bivouac, souvent pendant un mois, voire davantage. Nous cherchons aussi à réduire notre empreinte logistique, pour nous rapprocher de la vélocité de l'ennemi. »

Des succès notables ont été enregistrés. En octobre 2019, les responsables français ont annoncé qu'ils avaient assassiné Ali Maychou, Marocain qui dirigeait le Groupe de soutien de l'Islam et des Musulmans. Au moment de sa mort, il était le deuxième terroriste le plus recherché du Sahel. De même, les patrouilles dans la région des trois frontières ont décimé le leadership de l'EIGS.



Un soldat français en patrouille parle à un civil à Gossi (Mali).

Le général Guibert déclare que Barkhane a amélioré son réseau de renseignement d'origine humaine en gagnant la confiance des civils locaux qui peuvent être utilisés comme des yeux et des oreilles. Il ajoute que la mission utilise des outils biométriques pour identifier les terroristes.

« Je n'ai pas besoin de canons supplémentaires, j'ai tout ce qu'il faut pour frapper, déclare-t-il. Mais il me faut du matériel adapté pour apporter la contradiction à l'ennemi, gagner en mobilité. … Depuis un an, nous avons considérablement étoffé notre réseau de sources dans la population, c'est un bon signe. » ❑



Un soldat malien conduit une patrouille avec l'opération française Barkhane à Ndaki. REUTERS

UN NOUVEAU CENTRE DE VIOLENCE

Au Mali, l'extrémisme est passé à la région centrale où un groupe tire parti des tensions ethniques et culturelles

PERSONNEL D'*ADF*

Depuis le début 2012, lorsqu'une rébellion touareg et un coup d'état militaire projettent le pays dans un chaos prolongé, le Mali est un chaudron de violence. Les troubles sociaux qui commencèrent dans le Nord ont suscité l'intervention des forces françaises et tchadiennes, ainsi qu'une énorme opération de maintien de la paix des Nations unies qui continue aujourd'hui. Ces forces ont repoussé ou stoppé les avancées des rebelles dans les villes principales et vers la capitale de Bamako.

Toutefois, depuis 2015, la violence s'est intensifiée et son centre de gravité s'est déplacé vers le centre du Mali, principalement les régions de Mopti et Ségou. Un article de la chercheuse Pauline Le Roux pour le Centre africain pour les études stratégiques, intitulé « Confronter la menace extrémiste du Mali central », explique que le Mali central est maintenant la région la plus dangereuse du pays. Les statistiques sont stupéfiantes :

- Plus de 500 civils ont été tués dans la région en 2018.
- Plus de 60.000 ont été déplacés par la violence.
- Plus de 972.000 personnes nécessitent une assistance humanitaire, seulement dans la région de Mopti.

Plusieurs groupes de militants restent actifs au Mali, même après plusieurs années d'efforts liés à la sécurité. Quelques nouveaux groupes se sont manifestés et d'autres se sont transformés ou se sont combinés. Par exemple, le Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM, Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans) est une coalition de cinq groupes, y compris Ansar Dine et Al-Mourabitoune. Mais un membre de cette coalition, acteur relativement nouveau au Mali, se distingue de tous les autres. Contrairement aux groupes associés à al-Qaïda, il a tiré parti des hostilités locales en exploitant les tensions ethniques.

Le Front de libération du Macina (FLM), appelé aussi katiba Macina, est aujourd'hui le groupe le plus meurtrier et le plus actif de la région. L'article de Mme Le Roux explique que le FLM est associé à près des deux tiers de tous

les incidents violents au Mali central, et au tiers des événements violents dans tout le pays.

Le message du FLM est ancré dans une combinaison incluant l'histoire du Mali central, l'environnement contemporain violent de la région et ses tensions ethniques sous-jacentes.

LA MONTÉE DU FLM

Le FLM commence au début 2015 et proclame qu'il restaurera l'empire du Macina, théocratie rigide à majorité peule qui dominait la région entre Ségou au Sud et Tombouctou au Nord de 1818 à 1863. « Le FLM s'est appuyé sur les récits de cet empire historique pour gagner le soutien populaire, avec comme but principal de s'emparer du territoire du Mali central et de se substituer à l'état malien », écrit Mme Le Roux.

Comme son homonyme, le FLM recrute principalement, mais pas exclusivement, parmi la population pastorale peule de la région. Lorsque les efforts militaires commencèrent à repousser les militants du Nord en 2013, un grand nombre d'entre eux se relocalisèrent dans la partie centrale du pays. Alors que la violence y augmentait, l'état a battu en retraite, permettant ainsi leur croissance et leur expansion, selon un article d'avril 2019 par les chercheurs Natasja Rupesinghe et Morten Bøås pour le site Internet The Broker.

Lorsqu'il a été créé, le FLM était étroitement aligné sur le groupe touareg Ansar Dine et son chef Iyad Ag Ghali. Le chef du FLM était Amadou Koufa, prêcheur peul de Mopti qui avait commencé comme griot ou poète traditionnel, mais qui plus tard est devenu radicalisé. En 2012, il a rejoint Ansar Dine et en janvier 2013 il a conduit une attaque dans la ville de Konna. Cette attaque a réuni le groupe touareg, al-Qaïda au Maghreb islamique et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), selon Mme Le Roux. (On estime qu'Amadou Koufa a été tué par les forces françaises en novembre 2018.)

Amadou Koufa a continué à travailler avec d'autres groupes de militants tels que le MUJAO et Al-Mourabitoune. Ce fut seulement en 2015 que le FLM reçut crédit pour ses premières attaques contre des cibles militaires dans les villages de Boulikessi, Nampala et Ténenkou. Selon l'article de Mme Le Roux, le FLM organisa ensuite une série d'attaques bien médiatisées :

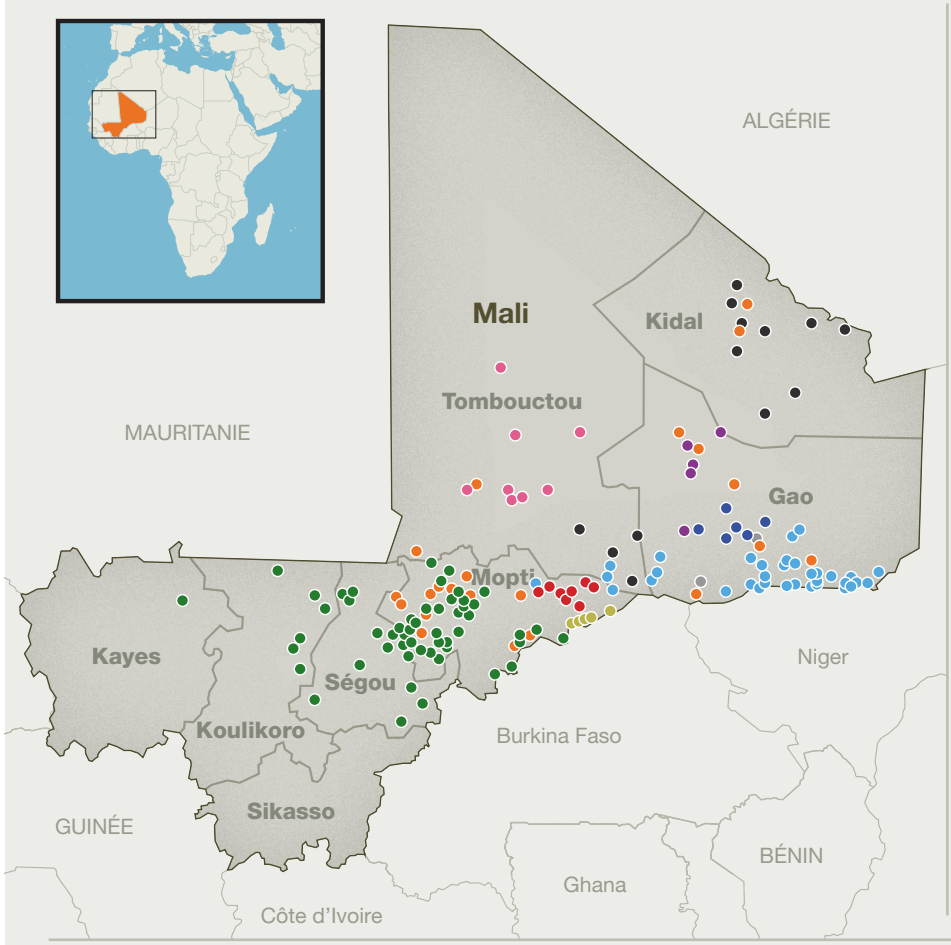
- En août 2015, le groupe attaque l'hôtel Byblos à Sévaré, en tuant 13 personnes. Parmi celles-ci, on compte quatre soldats maliens et cinq entrepreneurs travaillant pour la mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali.
- En novembre 2015, le FLM revendique la responsabilité de l'attaque sanglante de l'hôtel Radisson Blu à Bamako, dans laquelle 22 personnes ont été tuées. Al-Mourabitoune déclare qu'il est également responsable pour cette attaque.
- Le groupe d'insurgés attaque aussi en juin 2018 le quartier général de la Force conjointe du G5 Sahel à Sévaré, en combinant des voitures piégées, des engins explosifs improvisés et des attentats suicides. L'attaque incite les autorités à relocaliser le quartier général à Bamako, la capitale du Mali.

« Au total, il est probable que le FLM est directement responsable pour la mort de centaines de militaires maliens », écrit Mme Le Roux. Ses effectifs pourraient être entre plusieurs centaines et plusieurs milliers de membres, en particulier si on inclut les informateurs et ceux qui fournissent d'autres types de soutien. Le groupe contrôle



Des attaquants ont brûlé et détruit des maisons dans le village dogon de Sobane Da (Mali) en juin 2019.

REUTERS

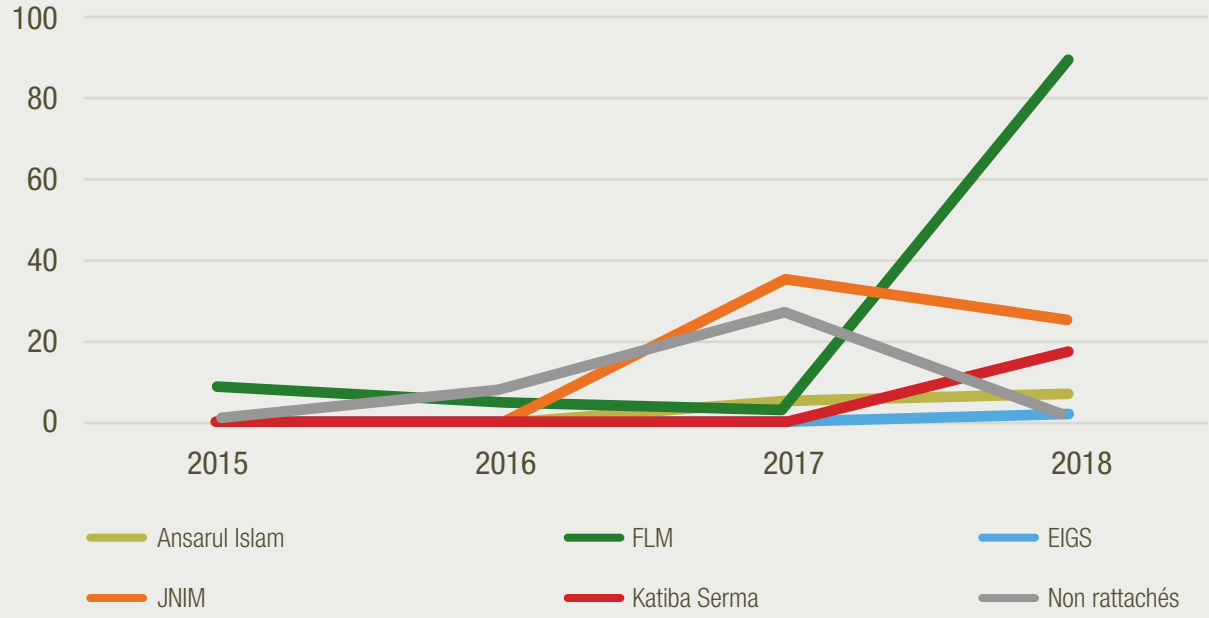


Événements violents
associés aux groupes de militants du Mali en 2018

- Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM)
- Front de libération du Macina (FLM)
- Ansar Dine
- Katiba Serma
- AQMI Sahara (appelé aussi bataillon Al Fourghan)
- Al-Mourabitoune
- Ansarul Islam
- État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)
- Katiba Saladin
- Non rattachés

Sources : Centre africain pour les études stratégiques ; données de l'Armed Conflict Location and Event Data Project, Menastream, SITE Intelligence Group et le Consortium pour la recherche et l'analyse du terrorisme

Événements associés aux groupes de militants dans les régions de Mopti-Ségou au Mali



Sources : Centre africain pour les études stratégiques ; données de l'Armed Conflict Location and Event Data Project

ILLUSTRATION *ADF*

plusieurs villages au centre du Mali.

« PARTIR OU MOURIR »

En utilisant la coercition et la peur, le groupe d'Amadou Koufa a construit une base de pouvoir dans les villages qu'il contrôle. Un rapport de novembre 2018 par la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et l'Association malienne des droits humains explique que le FLM est différent de la plupart des groupes d'insurgés armés. Le rapport déclare qu'il est « avant tout une révolte sociale, en particulier celle des bergers nomades peuls, visant à renverser un ordre prédateur établi, catalysé par un prêcheur charismatique de la région ».

Dès 2015, le FLM exécute et enlève des responsables de l'état, notamment les autorités de la défense, les agents des eaux et forêts, les responsables municipaux, les juges, les enseignants et tous ceux qui sont considérés comme collaborant avec le gouvernement. Son intention est le retrait des responsables de l'état pour qu'il puisse s'emparer des fonctions sécuritaires, judiciaires, éducationnelles et économiques. À la fin de l'année scolaire 2018, 478 écoles sont fermées à Mopti et Ségou, y compris plus des deux tiers de toutes les écoles de Mopti.

Lorsque les autorités militaires et gouvernementales s'enfuient des villages du centre du Mali, le FLM reste sans opposition et promulgue la charia, règle les disputes concernant la terre, résout les litiges criminels et sociaux, gère les ressources et perçoit des impôts appelés *zakât*. Le groupe promulgue des codes religieux stricts et donne à ceux qui les oppose un choix simple, selon le rapport : « partir ou mourir ».

« Ils arrivent dans un village, ils réunissent tout le monde à la mosquée et ils déclarent ce qu'ils vont faire », dit un témoin aux investigateurs. « Ils donnent au village une semaine pour suivre leurs ordres. Ceux qui ne veulent pas peuvent partir. Mais ceux qui n'obéissent pas sont exécutés. Dans mon village, ils ont tué trois hommes qui collaboraient avec les autorités. Et ils ont fait la même chose dans beaucoup d'autres villages de la région. »

LES CONFLITS ETHNIQUES ALIMENTENT LES LUTTES

Le FLM étant principalement peul, cela conduit à des violences intercommunautaires au Mali central, et complique un environnement déjà dangereux. Le FLM et le JNIM ont tous les deux recrutés fortement auprès des bergers peuls. Aujourd'hui, une grande partie de la violence possède une dimension ethnique et culturelle qui dresse les Peuls contre les groupes ethniques bambaras et dogons, lesquels se dédient principalement à l'agriculture.

Depuis 2017, les milices bambaras et dogons, qui proclament des objectifs anti-djihadistes, ont tué des centaines de Peuls, y compris des femmes et des enfants, ce qui incite les Peuls à commettre des assassinats en représailles, selon un article du 3 juillet 2019 dans *The Economist*. L'armée malienne est considérée comme favorisant les Dogons et les Bambaras, ce qui intensifie le conflit.

La complexité des défis sécuritaires au centre du Mali peut être tracée sur plusieurs années ou plus. La rébellion du Nord en 2012 a forcé les autorités nationales à diriger leurs efforts là-bas, ce qui a augmenté la vulnérabilité du pays face aux tensions ethniques en effervescence. Certains Peuls avaient rejoint des groupes tels qu'Ansar Dine. Lorsqu'ils commencèrent à rentrer chez eux après l'intervention française de 2013, l'armée les suivit et les persécuta, selon un reportage d'Al Jazeera en juin 2019. C'est à ce moment que la création du FLM commença à intéresser les Peuls, qui protestaient contre ce qu'ils disaient être la persécution et la corruption de l'état. *The Economist* signale que les forces gouvernementales ont rejoint les milices dogons et bambaras en patrouille, et leur ont accordé un traitement spécial aux postes de contrôle, ce qui a enflammé encore plus les tensions avec les Peuls.

Ce mécontentement a alimenté les attaques du FLM contre les positions militaires et gouvernementales, ainsi que son récit de restauration d'un gouvernement islamique similaire à l'empire du Macina. Toutefois, les communautés dogons et bambaras ont considéré la mobilisation des Peuls comme une menace potentielle et ont commencé à prévoir leur propre protection, selon le reportage d'Al-Jazeera. En 2016, les Dogons ont créé Dan Na Ambassagou, une parmi plusieurs milices ethniques dogons, pour combattre la perception de menace des Peuls, lesquels ont répondu en formant leurs propres milices.

Mme Le Roux écrit qu'il existe des doutes sur le nombre de Peuls qui ont rejoint le FLM, parmi les 3 millions qui vivent au Mali. Mais il semble que l'attrait du groupe pour l'ethnie peule a enflammé les tensions de longue date entre les communautés peules et dogons.

Récemment, ces tensions se sont traduites en attaques spectaculaires qui ont détruit des villages et causé plusieurs centaines de morts. Le 9 juin 2019, des attaquants ont frappé Sobane Da, village dogon situé près de la ville de Sanga dans la région de Mopti, en massacrant environ 100 personnes, soit le tiers de la population du village, selon la BBC.

« Environ 50 hommes lourdement armés sont arrivés en moto et en pick-up », a déclaré Amadou Togo, un survivant, à Agence France-Presse. « Ils ont d'abord encerclé le village, puis ils ont attaqué. Tous ceux qui ont essayé de s'échapper ont été tués. Personne n'a été épargné : ni les femmes, ni les



Des attaquants ont brûlé des maisons, tué des animaux et assassiné plus de 100 personnes de l'ethnie dogon le 9 juin 2019 lors d'un assaut contre le village de Sobane Da au centre du Mali.

REUTERS

enfants, ni les personnes âgées. »

Aucun groupe n'a immédiatement revendiqué la responsabilité de l'attaque, mais elle s'est produite à la suite d'un incident en mars 2019 dans lequel des hommes armés portant des vêtements dogons traditionnels ont massacré plus de 130 villageois peuls dans la même région, selon le reportage de la BBC.

Depuis l'émergence du FLM en 2015, le groupe a été accusé de prendre les Dogons pour cible, en particulier pour venger les attaques contre les Peuls, selon Mme Le Roux. Il est probable que les Peuls ont subi le plus de décès lors de ces attaques.

En 2017, le Mali a lancé l'opération Dambe pour stopper le terrorisme, restaurer le contrôle de l'armée et du gouvernement, et aider à reconstruire la vie sociale et économique. Toutefois, la FIDH signale que, pendant Dambe, les forces armées ont exécuté 67 personnes lors de 6 opérations dans 6 villages en 2018. Le rapport l'a appelé une « caravane de la mort », qui s'est traduite par 6 charniers. Certains de ceux qui ont été détenus ont été torturés sans être tués.

Ces actes ont stigmatisé les Peuls comme terroristes et ont conduit à une perte de légitimité de l'état et à l'aliénation des habitants locaux. « En multipliant les abus, des éléments des FAMa [Forces armées du Mali] ont aussi incité un grand nombre de personnes à rejoindre les rangs des djihadistes ou des milices communautaires pour assurer leur défense et leur sécurité », selon le rapport.

LA MARCHE À SUIVRE

En plus des efforts gouvernementaux de lutte contre le terrorisme tels que l'opération Dambe et le travail de la MINUSMA (mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali) et de la Force conjointe du G5 Sahel, il faut faire davantage pour rétablir la paix au centre du Mali.

Fin 2018, le Mali lance un plan de désarmement, de démobilisation et de réintégration pour les groupes du Mali central, en ciblant les jeunes militants de là-bas. Mme Le Roux écrit que le Mali devra accroître sa supervision de la façon dont les forces armées interfacent avec les populations locales. Les allégations d'abus commis par les forces de sécurité devront être investiguées pleinement et adressées publiquement pour restaurer la confiance du public.

Il est insuffisant de fournir seulement la sécurité. La restauration des services publics et l'éducation des jeunes doivent aussi avoir priorité. Finalement, écrit Mme Le Roux, les responsables devront lutter contre les messages du FLM avec des filières personnelles, de radio et de réseaux sociaux.

Les chercheurs Natasja Rupesinghe et Morten Bøås en conviennent. Il est « crucial de restaurer la confiance entre les communautés locales et l'état dans le Mali central : cela veut dire fournir à tous les gens vulnérables des garanties de sécurité et une protection contre les attaques, et assurer une justice transparente et une prise de responsabilité pour les victimes. La stratégie devra aussi inclure des mesures à long terme telles que l'assurance de l'accès aux services de base, la justice équitable, le développement et l'éducation. La prévention des conflits doit prendre les devants. » ❑



LA RÉFUTATION DU MESSAGE EXTRÉMISTE

ILLUSTRATION *ADF*

LES ÉMISSIONS DE RADIO, LES GROUPES WHATSAPP, LES PROGRAMMES PARASCOLAIRES ET MÊME LES BANDES DESSINÉES CIBLENT LES GROUPES RADICAUX

PERSONNEL D'*ADF*

L'appli de réseaux sociaux TikTok vise les adolescents qui créent et partagent des vidéos de 15 secondes. Elle possède 500 millions d'utilisateurs dans le monde, ce qui en fait l'une des applis les plus populaires de la planète. L'EIIL comprend son potentiel comme outil de propagande.

En octobre 2019, TikTok a commencé à éliminer les comptes que le groupe extrémiste utilisait pour recruter des adhérents. Le *Wall Street Journal* signale que les vidéos présentaient des cadavres que l'on faisait défiler dans les rues, ainsi que des combattants de l'EIIL armés de fusils.

TikTok, qui appartient à la société chinoise ByteDance, déclare qu'elle a interdit en permanence de tels comptes et qu'elle élabore des moyens de contrôle pour déceler les activités suspectes. Les vidéos de l'EIIL ont été découvertes par Storyful, société de renseignement sur les réseaux sociaux. Un porte-parole de Storyful déclare que le « volume considérable » du contenu de TikTok complique les efforts de la société pour s'auto-réglementer.

Il y a des années, les extrémistes recrutaient leurs partisans en téléchargeant de longs discours furieux et des sermons de leurs religieux sur l'Internet, quelque chose qui attirait peu les jeunes habitués aux vidéos courtes. Les extrémistes ont adapté et personnalisé leurs messages pour cibler leur auditoire, en affichant des exposés remplis de violence, d'armes à feu et de promesses d'aventure. Aujourd'hui, les extrémistes utilisent l'Internet pour diffuser leur propagande, collecter des fonds, recruter de nouveaux membres et communiquer avec les activistes.

« Aujourd'hui, 90 % des activités terroristes sur l'Internet utilisent des outils des réseaux sociaux », déclare Evan Kohlmann, expert en cyberterrorisme, au *Washington Post*. « Ces forums agissent comme des pare-feu virtuels qui aident à protéger l'identité de ceux qui y participent, et ils offrent aux abonnés la possibilité d'un contact direct avec les représentants terroristes pour leur poser des questions et même pour contribuer au cyber-djihad et pour le soutenir. »

Les adversaires de l'extrémisme ont des difficultés pour lutter contre de tels messages. La fermeture des sites Internet des extrémistes tels que les pages de Facebook n'est pas une réponse : les extrémistes se relocalisent simplement sur un autre site ou une autre page de réseau social. Les solutions à long terme peuvent provenir uniquement des projets et des programmes qui combattent l'extrémisme violent, appelés aussi programmes CVE.

LES RÉSEAUX SOCIAUX

Les programmes CVE utilisent des mesures positives et négatives. Les mesures positives incluent la production de contenu pour contrer les messages extrémistes et défier la propagande extrémiste. Les stratégies négatives peuvent bloquer, filtrer ou éliminer le contenu extrémiste.

Une étude de 2016 intitulée « Le rôle des réseaux sociaux/en ligne pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique de l'Est » note qu'une stratégie de lutte contre les récits extrémistes possède trois composantes : le message, les messagers et les médias.

Le message devrait être multidimensionnel, imaginatif et suffisamment polyvalent pour l'adapter à des groupes spécifiques. Il peut être lié à des narrations existantes. Le chercheur William Robert Avis déclare qu'un message qui fait appel aux connexions émotionnelles et utilise l'humour avec soin peut avoir du succès.

Le messager doit être considéré comme crédible par l'auditoire cible. Les responsables de l'état, les chefs religieux et les radicaux réformés peuvent être des messagers efficaces, selon l'auditoire. Les radicaux réformés ont été sous-utilisés à cet égard parce que certains responsables gouvernementaux pensent que les radicaux doivent être punis.

Les médias nécessitent une distribution et une diffusion soigneuses du message de riposte. En Afrique de l'Est, la radio est un média essentiel, mais d'autres formats plus récents sont aussi utilisés, par exemple les réseaux sociaux et les applis de communication pair-à-pair telles que WhatsApp.

Ces messages de riposte sont devenus cruciaux pour empêcher la conversion extrémiste. Les actes terroristes sont devenus plus difficiles à prédire, ce qui rend inadéquates les techniques traditionnelles des forces armées et du maintien de l'ordre. Les extrémistes ne sont plus limités à agir au sein

de groupes hiérarchiques organisés. Dans son rapport de 2012 intitulé « Les loups solitaires dans le cyberespace », le chercheur Gabriel Weimann se concentre sur les extrémistes qui travaillent seuls.

Le terrorisme du loup solitaire est la forme de terrorisme qui enregistre la plus forte croissance, déclare M. Weimann. « La vraie menace provient maintenant de la personne seule, du "loup solitaire" qui vit juste à côté, qui s'est radicalisé sur l'Internet et qui complote pour frapper dans l'ombre. »

LES PARTENARIATS

Dans une étude de 2013, les chercheurs Stephen White et Kieran McEvoy ont déterminé qu'une approche de partenariat réunissant les forces de maintien de l'ordre, les agences de renseignement et d'autres organismes statutaires et organisations non gouvernementales (ONG) basées dans les communautés « ayant une crédibilité communautaire » est plus à-même de conduire à des CVE efficaces. D'autres chercheurs ont noté que les ONG ne devraient pas seulement être considérées comme des organisations formelles : elles doivent aussi inclure des groupes et des personnes au niveau communautaire, par exemple les parents, les femmes, les enseignants, les mentors, les coaches et les chefs religieux.

« Les principes d'un partenariat substantiel dans ce domaine doivent inclure le respect mutuel, la reconnaissance des points forts respectifs, des aptitudes et de l'expertise entre les agences et les organisations basées dans les communautés, et un désir, dans des circonstances appropriées, de prendre des risques calculés pour s'assurer que les groupes soi-disant difficiles à atteindre soient contactés par ceux qui possèdent les connaissances locales et les capacités techniques requises », concluent MM. White et McEvoy.



Des jeunes utilisent une perche à selfie pour se prendre en photo dans les eaux peu profondes du Nil au Soudan. Les réseaux sociaux sont un outil crucial pour contrer les messages des extrémistes. REUTERS

Les experts ont passé des années à rechercher ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas pour contrecarrer la radicalisation. Ils déclarent que les résultats sont difficiles à mesurer. Par exemple, si rien ne se passe, il est difficile de savoir si une certaine action a permis d'empêcher que quelque chose se produise.

Une étude de 2014 intitulée « Empêcher et contrer la radicalisation des jeunes dans l'Union européenne » déclare que la lutte contre le terrorisme ne devrait pas viser exclusivement les communautés musulmanes, parce que cela risque de les aliéner. Une étude de 2013 conduite par le Centre international pour la lutte contre le terrorisme a noté que le contre-terrorisme devrait se concentrer sur le renforcement et la responsabilisation des communautés d'où pourraient provenir les radicaux et les terroristes.

Dans une étude de 2014 intitulée « Prévention de l'extrémisme violent dans les pays du tiers monde », les chercheurs Magnus Ranstorp et Peder Hyllengren déclarent qu'il n'est pas nécessaire que les programmes CVE soient high-tech.

« Il existe plusieurs bons exemples et plusieurs modèles inspirés qui indiquent comment la société civile peut contrecarrer l'extrémisme islamique violent, déclarent ces chercheurs. Ceci peut être accompli, par exemple, par des initiatives conduites et dirigées par les femmes, par le renforcement des initiatives de jeunes ou par des moyens innovants utilisant la culture populaire et locale, et par l'élaboration et le déploiement de messages spécifiques pour contrer le récit de l'extrémisme. »

Les femmes et les jeunes sont essentiels pour les CVE parce qu'ils ont beaucoup à perdre. Les femmes, les jeunes et même les enfants ont été spécialement recrutés et formés comme kamikazes. Ils ont été influencés par les radicaux qui préconisent la haine et l'intolérance.

« Les femmes et les jeunes ne sont pas seulement les groupes les plus vulnérables face à l'extrémisme et la violence ; ce sont aussi les mieux placés pour combattre l'extrémisme dans la communauté », déclarent les chercheurs.

LES LEÇONS DE LA SOMALIE

Pendant la majeure partie du 21ème siècle, la Somalie a été un terrain d'essai pour les méthodes CVE. Les femmes y jouent un rôle crucial pour prévenir l'extrémisme, à cause de leur fonction respectée de mère à la maison. Elles ont une position inégalée pour observer les changements de comportement inquiétants de leurs enfants.

Les femmes peuvent être des défenseurs importants pour « démystifier la vie des terroristes : pour parler ouvertement des épreuves de la séparation, de l'insécurité, de la perte de revenus, de l'anxiété liée à la clandestinité », conclut le Centre sur la coopération mondiale contre le terrorisme. Contrairement à la perception des femmes musulmanes comme victimes silencieuses, les femmes devraient être considérées comme des défenseurs influents des mesures anti-extrémistes, déclare le centre.



Un Nigérian écoute la radio pour connaître les résultats des élections. La radio reste l'un des outils de communication les plus importants de toute l'Afrique. REUTERS

Bien que la société somalienne soit traditionnellement dominée par les hommes, les femmes ont une influence considérable à la maison. Certaines se sont opposées ouvertement à la violence prônée par les groupes extrémistes. La déclaration d'une épouse du chef d'al-Qaïda Ayman al-Zawahiri exhortant les femmes à élever leurs enfants pour qu'ils deviennent des djihadistes et des martyrs s'est heurtée à une résistance en Somalie. Les Somaliennes ont rejeté largement les instructions similaires provenant d'al-Shebab.

« Les groupes de Somaliennes ont été très sensibilisés par le recrutement de leurs enfants par al-Shebab et se sont aussi opposés au plaidoyer d'al-Qaïda en faveur du martyre », signalent MM. Ranstorp et Hyllengren.

Dans son rapport « Les Somaliennes et la consolidation de la paix », la chercheuse Faiza Jama déclare : « Nous demandons aux mères somaliennes d'élever leurs enfants dans la tolérance et la fraternité et de leur enseigner le droit chemin de l'Islam, qui est très éloigné de l'extrémisme et de la violence ».

Dans une étude de 2018 intitulée « Prévention de l'extrémisme dans la Corne de l'Afrique », l'ISS (Institute for Security Studies, Institut pour les études sur la sécurité) déclare que les projets CVE

NEUF TYPES DE PROGRAMMES CVE

Les chercheurs étudient depuis des années des plans de lutte contre l'extrémisme violent (CVE). Les Nations unies ont utilisé ces recherches pour développer la Force opérationnelle de mise en œuvre de la lutte contre le terrorisme et ont identifié neuf types de programmes CVE nationaux :

1. PROGRAMMES DE PRISON
2. ÉDUCATION
3. PROMOTION DU DIALOGUE INTERCULTUREL
4. AFFRONTER LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
5. PROGRAMMES MONDIAUX POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION
6. POLITIQUES INTERNET
7. RÉFORMES JURIDIQUES
8. DÉVELOPPEMENT ET DIFFUSION DE L'INFORMATION
9. FORMATION ET QUALIFICATION DES AGENCES PARTICIPANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION

qui ont du succès « se concentrent fortement sur la promotion de la coopération et de la participation, ainsi que sur la promotion de la tolérance et du multiculturalisme ».

« En Somalie, où les conflits entre les clans et la marginalisation ont été identifiés comme agents de l'extrémisme violent, l'accent est mis sur le développement d'une compréhension entre les différents groupes religieux et ethniques », selon le rapport de l'institut.

En plus de la Somalie, les recherches de l'institut se sont concentrées sur les projets CVE au Kenya, en Tanzanie et dans l'Ouganda. Dans tous ces 4 pays, la pauvreté et le manque d'emplois sont identifiés comme des facteurs de l'extrémisme violent. L'étude déclare qu'il n'existe pas de plan CVE qui puisse fonctionner sans adresser ces deux problèmes.

« Il est difficile d'affronter les impacts si vous ne pouvez pas fournir d'alternatives aux gens, selon l'étude. Les gens doivent se nourrir et doivent travailler et sentir qu'ils sont productifs. La subsistance et les enjeux économiques font partie intégrante de tout projet [CVE]. »

Les Nations unies ont aussi élaboré un plan pour contrecarrer l'extrémisme violent. Ce plan consiste à promouvoir le dialogue et la prévention des conflits, à renforcer la bonne gouvernance, les droits humains et l'état de droit, à engager les communautés, à responsabiliser les jeunes, à promouvoir l'égalité des sexes et à responsabiliser les femmes, à améliorer l'éducation, la formation et l'emploi, et à utiliser la communication stratégique, y compris l'Internet et les réseaux sociaux.

LES BANDES DESSINÉES ET LES GROUPES WHATSAPP

En plus de son analyse des programmes CVE dans la Corne de l'Afrique, l'ISS a publié une étude similaire concernant le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Mali, le Niger et le Nigeria. Cette étude conclut que la radio reste l'un des moyens les plus efficaces pour promouvoir l'éducation et le partage des idées dans le continent. L'étude indique aussi que les réseaux sociaux représentent un outil d'enseignement de plus en plus efficace, en plus de « l'utilisation des arts, y compris la musique, du théâtre et des médias visuels tels que les dessins animés ». L'étude fait part notamment de trois histoires à succès :

- Le Cameroun, observe l'institut, est particulièrement innovant. Dans un projet, il est demandé à des musiciens camerounais populaires de créer une musique contenant des messages positifs. Dans un autre, des bandes dessinées imprimées en français et en arabe racontent les histoires de trois jeunes amis et les défis qu'ils affrontent. Ces histoires expliquent



Des élèves font leurs devoirs dans une classe de Mogadiscio (Somalie). Les chercheurs continuent à étudier les efforts du pays pour contrer les messages des extrémistes destinés aux jeunes. REUTERS

les choix qu'ils font, et comment ces choix affecteraient le reste de leur vie. Les enfants amènent les bandes dessinées à la maison pour que les parents, qu'ils puissent ou non lire, puissent apprendre les mêmes leçons.

- Un projet numérique au Nigeria a demandé aux femmes de tout le pays de créer des groupes WhatsApp et d'inviter 100 autres femmes à rejoindre chaque groupe. Ces groupes servent de plateforme pour discuter des dangers de l'extrémisme violent et des signes précoces de radicalisation dans les familles.
- Dans le Nord du Nigeria, principalement musulman, Michael Sodipo, qui est chrétien, a établi le Réseau de l'initiative de paix pour affronter la radicalisation des jeunes. Son Club pour la paix réunit des élèves d'école et des jeunes de différents milieux religieux et ethniques qui se rassemblent après l'école pour se rencontrer, discuter et jouer au foot. Le Club pour la paix a été créé en 2006 avec 50 membres. Aujourd'hui, il en a plus de 8.000 provenant de quatre états nigérians.



Michael Sodipo du Nigeria a établi le Réseau de l'initiative de paix pour faire face à la radicalisation des jeunes. PEACE DIRECT

Presque toutes les études CVE incluent un avertissement selon lequel tous les plans CVE doivent avoir une composante permettant de mesurer avec précision les améliorations. L'ISS déclare que les organisations qui travaillent avec les programmes CVE doivent trouver des façons plus efficaces de mesurer les progrès et « de tenir les gouvernements responsables pour leurs obligations concernant la gouvernance, la justice et le développement ».

D'autres études ont conclu que le point le plus faible de la plupart des programmes CVE est la surveillance et l'évaluation.

L'Institut des États-Unis pour la paix note que les tentatives d'évaluation des programmes CVE se heurtent à deux obstacles majeurs : l'impossibilité de « mesurer un négatif » ou de prouver que les activités violentes ou la radicalisation se seraient produites sans programme CVE ; et la prise en compte du grand nombre de variables et de résultats à la suite d'une intervention CVE. ❑


I LOVE
BACOLOD
PHILIPPINES
DORTMUND
BUNDES LIGA



LE DÉRACINEMENT DE L'EXTRÉMISME

Le terrain accidenté du Sahel est propice pour recruter les jeunes. Les groupes et les gouvernements doivent offrir des alternatives.

PERSONNEL D'*ADF*

La vie est dure dans une grande partie du Sahel. Les Nations unies estiment que 80 % environ de la terre arable du Sahel est dégradée. La sécheresse et les inondations deviennent plus longues et plus fréquentes, ce qui déstabilise la production alimentaire. C'est l'une des plus pauvres régions du monde, où 44 % des enfants n'ont pas accès à l'éducation primaire. Seulement un tiers de la population peut lire et écrire.

Hiroute Guebre Sellassie, envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour le Sahel, déclare que les gouvernements de la région doivent investir des sommes considérables pour faire face aux menaces croissantes de sécurité, ce qui ne laisse pas beaucoup d'argent pour les problèmes qui affectent les jeunes. Mme Guebre Sellassie déclare à Associated Press que ce problème est aggravé du fait que les trafiquants de stupéfiants travaillent avec les groupes armés et les terroristes qui sont payés en échange d'un passage sûr.

Dans la région de Tillabéri (Niger), les gens ont deux raisons pour rejoindre un groupe extrémiste. Les jeunes hommes au chômage se sentent inutiles. Comme le déclare un nomade peul à International Alert, ces jeunes « iront même jusqu'à s'allier au diable si cela pourrait donner un sens à leur vie ».

Pour ces jeunes bergers, l'alliance avec les extrémistes peut ne pas conduire à la prospérité, mais elle permet de protéger leur bétail contre les bandits et les autres groupes ethniques.

Dans toute l'Afrique, les jeunes forment la charpente des groupes extrémistes. « Al-Shebab » veut dire les jeunes, ce qui n'est pas une coïncidence. Les groupes extrémistes utilisent les jeunes dans les attaques pour montrer leur brutalité et leur détermination de gagner. Lors des raids dans lesquels les armes légères sont beaucoup utilisées, les jeunes sont des combattants fiables.

Comme l'écrit la chercheuse/éducatrice Jessica Trisko Darden dans une étude de 2019, « à la longue, le recrutement des jeunes dans les groupes armés peut fournir la fondation des conflits futurs ». Mme Darden et d'autres chercheurs ont conclu que la réponse ne consiste pas à essayer de réformer les jeunes qui sont déjà intégrés dans les groupes extrémistes. Elle consiste avant toute chose à les empêcher de rejoindre de tels groupes.

Des enfants déplacés se réunissent dans une maison au Mali. Les mauvaises conditions de vie donnent aux jeunes une raison de rejoindre les groupes extrémistes, selon les experts. AFP/GETTY IMAGES



Une femme vote à Bamako lors des élections maliennes.
AFP/GETTY IMAGES

Pour conduire leur étude de 2017 intitulée « Nous espérons et nous luttons », les organisations non gouvernementales (ONG) Think Peace et Mercy Corps ont interviewé de jeunes membres des groupes armés, des jeunes non violents et des chefs communautaires dans les zones de conflit. Leur but était de découvrir pourquoi certains jeunes rejoignent les groupes armés alors que d'autres résistent à la violence. Voici les résultats de l'étude :

Le soutien communautaire aux groupes armés encourage les jeunes à commettre des actes de violence par devoir ou par respect. Que ces groupes soient pour le gouvernement ou contre le gouvernement, ou qu'ils soient des extrémistes violents, leurs membres déclarent qu'ils ont le soutien de leur communauté et qu'ils partagent leurs valeurs. Cette acceptation signifie que la participation à la violence n'est pas considérée comme aberrante ou anormale. Comme le note un membre d'un groupe anti-gouvernemental, « ma source de motivation est le soutien que je reçois de ma communauté pour protéger les gens et les biens ».

La perception de l'exclusion communautaire encouragée par le gouvernement, en fonction de la géographie et de l'identité ethnique, nourrit la participation aux groupes armés anti-gouvernementaux. Lorsque les jeunes pensent que leur gouvernement les a négligés ou maltraités, ils sont plus à-même de rejoindre les groupes extrémistes ou anti-gouvernementaux.

Les jeunes gens disent qu'ils sont poussés à rejoindre les groupes anti-gouvernementaux du fait de leur expérience avec l'injustice, notamment les abus et la corruption. Certains mentionnent les abus directs commis par les soldats ; d'autres mentionnent leurs expériences liées à l'extorsion gouvernementale, ou leur perception de celle-ci. Une étude de 2018 conduite par International Alert déclare que les jeunes du Sahel ont souvent éprouvé personnellement les carences de l'état lors de disputes concernant la terre pendant la saison des pluies. « Étant donné l'inaction de l'état, un sentiment d'abandonnement et une perte graduelle de confiance dans les autorités » peuvent pousser les jeunes à prendre les armes pour se protéger eux-mêmes, selon l'étude.

Certains jeunes, qui cherchent la stabilité à long terme d'un emploi avec le gouvernement, pensent que s'ils rejoignent des groupes armés cela pourrait les aider à rejoindre les forces armées. D'autres études montrent que les jeunes, qui font face à de piètres perspectives d'emploi, rejoignent les groupes extrémistes

pour être reconnus et pour protester. Les emplois d'agriculteur et de berger « ne procurent souvent plus une respectabilité sociale alignée aux normes existantes », selon un rapport de l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice. « Pour les jeunes hommes, ceci peut facilement conduire à une remise en question de la façon dont la société est organisée économiquement et moralement. L'adhésion à des groupes extrémistes violents peut apporter une solution lorsque la recherche de la renommée éclipse » les autres facteurs.

Dans son rapport de 2019 pour l'American Enterprise Institute, Mme Darden déclare que les jeunes sont attirés vers les groupes extrémistes par une série de motivations, notamment la recherche d'une identité basée sur le groupe, l'attrait idéologique d'un groupe et l'exclusion réelle ou ressentie de la société. Son rapport suggère notamment d'analyser, au-delà des jeunes hommes, les jeunes filles et les jeunes femmes pour confronter leur radicalisation et leur recrutement.

FOCUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Mercy Corps déclare que les programmes visant à empêcher les jeunes de rejoindre les groupes extrémistes doivent se concentrer sur les réseaux sociaux, et non pas sur la démographie. Puisque le recrutement est souvent enraciné dans la promotion d'une identité collectiviste soudée, sa prévention devrait se concentrer sur les alternatives basées dans la communauté : l'intégration des jeunes dans les groupes pacifiques, les programmes de mentorat et la création d'opportunités pour les jeunes afin qu'ils développent une identité individuelle et des connexions familiales positives.

Mercy Corps déclare que les programmes de prévention du recrutement devraient soutenir, éduquer et s'associer aux « acteurs locaux pacifiques », notamment les épouses, les mères et les jeunes. Les voix communautaires de confiance sont celles qui offriront le plus probablement des modèles positifs et des points de vue alternatifs. Par exemple, les chefs de tribu et les imams locaux sont très utiles pour façonner les opinions. Les associations de mères peuvent être particulièrement utiles pour endiguer l'attrait des extrémistes. Mercy Corps déclare aussi qu'il faut offrir une place aux anciens combattants pour qu'ils servent de champions de la prévention et de mentors au sein des communautés et des universités. L'ONG déclare aussi que les groupes et les gouvernements doivent accroître le soutien politique et financier des programmes qui font face aux carences gouvernementales qui alimentent l'extrémisme.

Une étude d'International Alert conduite en 2018 s'est concentrée sur les jeunes qui prenaient les armes au Burkina Fao, au Mali et au Niger. Cette étude, intitulée « Si les victimes deviennent des malfaiteurs », montre que l'extrémisme violent au Sahel central est principalement une réponse aux conflits locaux, « et que son lien avec le djihadisme international est plus rhétorique que réel ».

Dans son rapport de 2017, Mercy Corps propose cinq recommandations pour empêcher les jeunes de rejoindre les groupes extrémistes :

- Concentration sur la prévention de la violence et l'amélioration de la sécurité au niveau local plutôt que de cibler les jeunes soi-disant « en péril ». De nombreux jeunes membres des groupes armés ont des liens sociaux profonds avec leur communauté, ce qui suggère qu'ils ne sont pas vraiment marginalisés. Les interventions visant à empêcher la violence doivent être inclusives et s'adresser à l'ensemble de la communauté plutôt que cibler des groupes ou des personnes spécifiques.
- Création de plans inclusifs et collaboratifs qui montrent que le processus de paix est

Les vulnérabilités au recrutement par les terroristes

- **Exposition à la propagande extrémiste violente**
- **Marginalisation sociale ou politique**
- **Réseaux familiaux et sociaux laxistes**
- **Proximité géographique et manque de sécurité physique**
- **Instabilité économique**

Source : « Combattre l'exploitation des jeunes par les terroristes », de Jessica Trisko Darden



Des femmes sortent d'une mosquée au Burkina Faso. Les chercheurs déclarent que les femmes et les chefs religieux peuvent jouer un rôle clé pour empêcher les jeunes de devenir extrémistes. AFP/GETTY IMAGES

Puisque le recrutement est souvent enraciné dans la promotion d'une identité collectiviste soudée, sa prévention devrait se concentrer sur les alternatives basées dans la communauté : l'intégration des jeunes dans les groupes pacifiques, les programmes de mentorat et la création d'opportunités pour les jeunes afin qu'ils développent une identité individuelle et des connexions familiales positives.



Les habitants d'Agadez (Niger) célèbrent le festival folklorique du Bianou au début d'octobre.



Des étudiants de l'université de Ouagadougou au Burkina Faso participent à une conférence de la chancelière allemande Angela Merkel. Les opportunités éducationnelles sont vitales pour empêcher les jeunes de devenir extrémistes.
AFP/GETTY IMAGES

transparent et répond aux besoins de la communauté. Un processus de paix dépend de la satisfaction des attentes des jeunes. Si le plan inclut ou exclut certains groupes ou certaines régions, cela doit sembler légitime et équitable. Les groupes responsables pour gérer le processus de paix doivent être polyvalents et doivent pouvoir répondre aux changements. Ils doivent s'assurer que les groupes armés qui ne sont pas inclus dans le processus de paix seront pris en compte à l'avenir. Les groupes participant au processus de paix doivent communiquer avec les habitants des zones de conflit pour s'assurer qu'ils connaissent les conditions des accords éventuels et doivent identifier et résoudre les autres facteurs du processus.

- Développement de plans de sécurité au niveau des communautés pour spécifier la transition entre les groupes armés et la gestion de la sécurité conduite par l'état. Très souvent, les groupes armés non étatiques bénéficient d'un grand soutien auprès de la communauté et les approches anti-insurrectionnelle traditionnelles peuvent avoir un effet nuisible. Si les préoccupations de sécurité de la communauté et les abus passés commis par les soldats ne sont pas adressés, cela empêchera la mise en œuvre d'un plan de paix.
- Amélioration de la gouvernance locale grâce à une meilleure livraison des services et une meilleure prise de décision qui tienne compte des idées et des réactions locales. Ces idées doivent inclure celles des jeunes.
- Identification et création d'opportunités pour les jeunes, afin de leur permettre d'obtenir un statut social sans rejoindre un groupe armé. Les jeunes nécessitent des façons non violentes d'être reconnus au sein de leur communauté. Ils ont besoin d'un emploi utile, stable et axé sur la demande, qui élargira leurs horizons au-delà des emplois limités des forces armées et du service civil. La participation aux activités sociales, aux projets d'engagement civique et aux groupes de mobilisation peut aussi aider les jeunes à se sentir reconnus. Mais de tels groupes doivent être liés à des changements réels dans la fourniture des services de l'état et dans l'inclusion. ❑



Eliud Kipchoge du Kenya franchit la ligne d'arrivée après avoir couru dans un marathon avec un temps de moins de deux heures, à Vienne (Autriche). REUTERS

Les exploits d'un coureur de marathon

INSPIRENT *une* NATION

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le coureur de fond kényan Eliud Kipchoge est entré dans l'histoire en finissant un marathon en moins de deux heures. Son exploit a été fêté avec joie et fierté dans son pays natal.

« Je suis heureux aujourd'hui parce qu'il a gagné au Kenya et dans le monde. Je le remercie beaucoup pour cela, pour moi, pour le Kenya et pour le monde », déclare Janet Rotich, la mère de M. Kipchoge, qui a regardé la course depuis son village natal de Kapsisiywa.

La course de M. Kipchoge à Vienne (Autriche) a été diffusée en direct sur toutes les chaînes de télévision du Kenya. La course n'est pas un record mondial officiel parce que d'autres coureurs ont été utilisés pour aider à maintenir la cadence du leader.

Des foules se sont réunies à Eldoret, ville située à 40 kilomètres de Kapsisiywa où le coureur de 34 ans vit avec sa femme et ses trois enfants, pour regarder la course à la télé. À Nairobi, les foules se sont réunies de bonne heure pour voir la course sur des écrans géants.

À Eldoret, les supporteurs ont observé avec émotion leur champion qui abattait les kilomètres, et elles ont exulté lorsque M. Kipchoge a franchi la ligne d'arrivée avec le chronomètre indiquant 1 heure 59 minutes 40 secondes.

Le président kényan Uhuru Kenyatta a envoyé rapidement ses « félicitations chaleureuses ».

« Vous avez réussi, vous êtes entré dans l'histoire et vous en avez rendu fier le Kenya. Votre victoire d'aujourd'hui inspirera... les générations futures à faire de grands rêves et à aspirer à la grandeur. Nous vous célébrons et nous demandons à Dieu de vous bénir », a déclaré M. Kenyatta.

Le vice-président kényan William Ruto, qui s'était rendu à Vienne, a envoyé une série de tweets.

« Un temps foudroyant de 1h59mn40s ! Félicitations @EliudKipchoge pour le résultat historique en brisant la barrière de moins de deux heures pour le marathon ; vous êtes sans doute le plus grand coureur de tous les temps. »

À Kapsisiywa, Wilson Sugut, frère aîné d'Eliud, a déclaré que la course avait montré ce que les individus peuvent accomplir.

« Il a dit au monde qu'aucun être humain n'est limité et qu'il franchirait la barrière des deux heures, a-t-il rappelé. Les gens ne pouvaient pas le croire, mais maintenant nous pouvons le croire. »



GALERIE JACK BELL

UN PEINTRE CAMEROUNAIS A UN SUCCÈS INTERNATIONAL

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

« La peinture, c'est pour les gens paresseux », disait le père d'Ajarb Bernard Ategwa lorsque ce dernier était enfant. Il était fréquemment grondé lorsqu'il rêvassait ou griffonnait dans ses livres de classe. Mais cet artiste camerounais de 30 ans a eu le dernier mot.

M. Ategwa déclare que ses peintures aux couleurs vives de la vie à Douala, la plus grande ville du Cameroun, se vendent jusqu'à 26.000 dollars.

« C'est la seule chose que je sais faire, déclare-t-il. Et donc peindre, c'est ma vie. Parfois lorsque je suis en colère, la peinture me calme. »

Il n'a jamais été officiellement formé en tant qu'artiste et il déclare qu'il utilise la même approche aux couleurs vives depuis l'âge de 7 ans. Bien que ses peintures ressemblent à des portraits de la vie urbaine affairée, M. Ategwa déclare qu'elles sont filtrées dans une certaine mesure par la mémoire et l'imagination.

« Je commence par faire une esquisse avant d'entreprendre une peinture », déclare M. Ategwa au sujet de sa technique. Beaucoup sont d'une taille imposante. L'une de ses œuvres récentes mesure 2 mètres de haut et 4 mètres de large.

En marchant à Douala, « vous voyez beaucoup de choses : les marchés, les boutiques, les salons de coiffure », déclare M. Ategwa. Il y aussi beaucoup de sons, y compris « les influences de la musique du Congo et de la Côte d'Ivoire. Vous entendez cela partout. »

Ses œuvres ont été exposées à la galerie Jack Bell de Londres et à l'Armory Show de New York en 2019.

« Tout ne tourne pas autour de l'éducation, toujours l'éducation, encore l'éducation, déclare-t-il. Si vous avez un enfant et qu'il adore faire des dessins, permettez-lui s'il vous plaît de dessiner. »



THE ASSOCIATED PRESS

Des champions allemands

OUVRENT UNE ÉCOLE DE FOOTBALL EN ÉTHIOPIE

VOICE OF AMERICA

Le Bayern Munich, champion de la Bundesliga d'Allemagne, qui est l'étage supérieur du système de ligues de football du pays, a signé un accord pour ouvrir sa première école africaine de football à Addis-Abeba (Éthiopie).

Les représentants du Bayern Munich déclarent qu'ils ont été inspirés par les jeunes footballeurs et leurs supporteurs en Éthiopie, qui est classée 150ème dans le monde selon la FIFA, organe directeur du football international.

« Les deux tiers de la population éthiopienne ont moins de 25 ans. Nous soutiendrons la Fédération éthiopienne de football au niveau du développement des jeunes et des programmes éducationnels pour les entraîneurs », déclare Holger Quest, chef de l'équipe des opérations médiatiques au Bayern Munich.

Le ministre-président bavarois Markus Söder, d'autres responsables de l'état et les membres du conseil d'administration du Bayern Munich se sont rendus à Addis-Abeba pour signer l'accord. M. Söder a déclaré aux médias éthiopiens que l'accord fournirait l'expertise bavaroise du football à cette nation avide de sport.

Le tournoi international de la Coupe des jeunes footballeurs du Bayern a eu lieu au Nigeria en 2018 et 2019. Son succès a conduit à l'idée de donner aux jeunes athlètes du monde entier l'opportunité de démontrer leurs talents, et d'inclure des joueurs provenant de régions défavorisées.

L'école de football acceptera 30 à 40 jeunes athlètes âgés de 8 à 10 ans. Les frais de leur formation seront pris en charge par le Bayern Munich. Dans cet accord, le Bayern Munich a aussi déclaré qu'il financerait la formation et l'éducation à l'école.

Le Bayern a aussi établi des écoles de football en Chine, au Japon, à Singapour, en Thaïlande et aux États-Unis.

UGANDA AIRLINES S'ENVOLE DE NOUVEAU



AFP-GETTY IMAGES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Après deux décennies sans ligne aérienne nationale, l'Ouganda a commémoré le retour de Uganda Airlines avec un vol d'Entebbe à Nairobi (Kenya).

La compagnie aérienne aura initialement sept destinations, y compris Nairobi, Mogadiscio (Somalie), Juba (Soudan du Sud) et Dar es Salam (Tanzanie), selon les déclarations du premier ministre Ruhakana Rugunda lors d'une cérémonie à l'aéroport international d'Entebbe. Le pays a acquis deux nouveaux jets Bombardier CRJ 900 et s'attend à en recevoir deux autres en 2019. Il ajoutera deux avions Airbus A330-800 en 2020 pour les vols long courrier.

Uganda Airlines reprend ses vols alors que le ciel d'Afrique de l'Est est de plus en plus encombré. Le Rwanda et la Tanzanie ont relancé leur ligne aérienne nationale pour saisir une portion de ce marché en plein essor.

Ils affrontent des géants régionaux tels que Kenya Airways, qui continue à croître, et Ethiopian Airlines qui domine largement le ciel.

L'ex-dictateur ougandais Idi Amin avait fondé Uganda Airlines en 1976 mais la compagnie aérienne avait été liquidée en 2001 après l'échec d'une tentative de privatisation de la société à la dérive, qui était sapée par la corruption et l'incompétence.

« Uganda Airlines aura des vols directs entre l'Ouganda et la Chine et d'autres pays. Elle aura un rôle important à jouer pour atteindre l'objectif de 4 millions de touristes établi par le gouvernement », déclare le ministre du Tourisme Ephraim Kamuntu.

Selon les statistiques officielles, l'Ouganda a accueilli 1,8 million de touristes en 2018.

LE RWANDA RÉVÈLE LE PREMIER TÉLÉPHONE INTELLIGENT « FABRIQUÉ EN AFRIQUE »

REUTERS | PHOTOS DU BUREAU DU PRÉSIDENT DU RWANDA

Le Groupe Mara du Rwanda a inauguré deux téléphones intelligents, en les décrivant comme les premiers modèles « fabriqués en Afrique », ce qui renforce les ambitions de ce pays visant à devenir un centre technologique régional.

Le Mara X et le Mara Z utiliseront le système d'exploitation Android de Google et coûteront respectivement 190 et 130 dollars.

Ils feront concurrence à Samsung, dont le modèle de marque le moins cher coûte 54 dollars et le modèle sans marque coûte environ 37 dollars. Ashish Thakkar, PDG du Groupe Mara, déclare qu'il cible les clients qui souhaitent payer davantage pour un produit de qualité.

« Nous sommes en fait les premiers à faire de la fabrication, déclare M. Thakkar. Nous fabriquons les cartes-mères, nous fabriquons les cartes-filles pendant tout le processus. Chaque téléphone a plus de 1.000 pièces. »

D'autres entreprises assemblent les téléphones intelligents en Algérie, en Égypte, en Éthiopie et en Afrique du Sud, mais elles importent les composants, déclare-t-il.

M. Thakkar déclare que l'usine coûte 50 millions de dollars et pourrait fabriquer 10.000 téléphones par jour.

Le Groupe Mara espère bénéficier de l'Accord de libre-échange du continent africain, pacte visant à former un bloc commercial de plus de 50 pays pour accroître les ventes dans toute l'Afrique.

L'accord entrera en vigueur en juillet 2020 pour unir 1,3 milliard de personnes et créer un bloc économique de 3,4 billions de dollars. Mais il est toujours à son étape précoce et aucun calendrier n'a été convenu pour éliminer les tarifs.




Le président rwandais Paul Kagame, qui porte des lunettes, observe une démonstration de machinerie à l'usine de fabrication du Groupe Mara à Kigali.

Le président rwandais Paul Kagame déclare qu'il espère que ce téléphone augmentera le taux d'utilisation des téléphones intelligents au Rwanda, qui est actuellement de 15 %.

« Les Rwandais utilisent déjà les téléphones intelligents mais nous voulons que beaucoup plus y aient accès, déclare M. Kagame. L'introduction des téléphones Mara mettra l'achat d'un téléphone intelligent à la portée de la plupart des Rwandais. »



Les touristes commémorent un anniversaire triste avec *l'« Année du retour »*

Un touriste prend une photo des donjons au fort de Cape Coast le 18 août 2019.

AGENCE FRANCE-PRESSE | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

Des milliers de touristes afro-américains ont afflué au Ghana dans le cadre de l'« Année du retour », qui commémore le 400ème anniversaire de la traite des esclaves.

« Il s'agit de comprendre mon histoire et mes racines. Le lieu d'où je suis venue », déclare la prêcheuse américaine Roxanne Caleb. « J'ai beaucoup de gratitude pour être venue ici dans le cadre de l'Année du retour. »

Le fort de Cape Coast, à 150 kilomètres de la capitale d'Accra, est une attraction majeure pour les visiteurs.

Ce fort blanchi à la chaux et déployant une ligne de canons était l'une des douzaines de prisons qui parsemaient la côte atlantique et où les esclaves étaient enfermés avant leur voyage au Nouveau Monde.

Une succession d'Afro-Américains éminents se sont rendus sur le site en 2019 pour commémorer l'anniversaire de l'arrivée en 1619 des premiers esclaves dans la colonie de Virginie, portion du territoire qui deviendrait plus tard les États-Unis.

C'est un rite de passage chargé d'émotion pour les visiteurs.

Sampson Nii Addy, agent du service correctionnel au service de police de Montgomery dans l'état américain de l'Alabama, déclare que sa famille et lui-même ont pensé que le tour était éducatif.

« Je pense que tous les Noirs doivent commencer à apprendre l'histoire, apprendre comment les gens étaient traités, déclare cet homme âgé de 52 ans. Nous ne pouvons pas oublier l'histoire, mais nous pouvons toujours en apprendre quelque chose. »

Le Ghana, qui est l'une des démocraties les plus stables du continent, se présente depuis longtemps comme lieu de destination pour les Afro-Américains qui souhaitent explorer leur héritage et même s'y installer de façon permanente.

En 2009, le président Barack Obama a visité avec sa famille le fort de Cape Coast et lui a rendu hommage.

L'Année du retour a fourni un nouvel élan et le pays prévoit que le nombre de ses visiteurs augmentera de 350.000 en 2018 à 500.000 en 2019, y compris 45.000 Afro-Américains.

Kojo Keelson est depuis neuf ans un guide pour les groupes de visiteurs du fort de Cape Coast. Il déclare qu'une hausse d'intérêt a été constatée en 2019, alors que le Ghana s'attendait à gagner des revenus de 925 millions de dollars dus au tourisme.

« C'est comme un pèlerinage. Cette année, nous avons beaucoup plus d'Afro-Américains comparé à l'année précédente, déclare-t-il. Je les exhorte tous à rentrer au foyer et à éprouver et se reconnecter avec la mère patrie. »

Une femme se tient debout au fort de Cape Coast, au Ghana. Le fort était l'une de plusieurs douzaines de prisons le long de la côte atlantique dans lesquelles les esclaves étaient enfermés avant leur voyage au Nouveau Monde.





Des soldats camerounais sauvent les victimes d'un accident de ferry près de l'île de Bakassi.

ARMÉE CAMEROUNAISE

Les forces camerounaises sauvent des vies après le naufrage d'un ferry-boat

PERSONNEL D'*ADF*

Une équipe conjointe de sauvetage de la marine camerounaise et du groupe de protection des puits de pétrole de son bataillon d'intervention rapide a secouru plus de 100 personnes après un naufrage. Une tempête avait fait chavirer le ferry Austerheim près de l'île de Bakassi dans la nuit du 25 août 2019.

Bien que les sauveteurs aient répondu rapidement, 17 personnes se sont noyées. Le ferry était parti de Calabar (Nigeria) à destination de Tiko (Cameroun) et les responsables déclarent qu'il y avait environ 130 personnes à bord.

« Selon les dernières informations, le navire était surchargé et il a heurté un banc de sable avant de chavirer », selon une déclaration du ministre camerounais de la Défense.

Tragiquement, les accidents de ferry sont devenus fréquents dans certaines régions d'Afrique. En septembre 2019, 36 personnes ont trouvé la mort après le chavirement d'un navire sur le fleuve Congo dans la périphérie de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. L'un des pires incidents de ce type s'est produit en Tanzanie en septembre 2018 lorsque 131 personnes sont mortes après le naufrage d'un ferry sur le lac Victoria.

Un général somalien est le plus jeune à prendre les rênes des forces armées

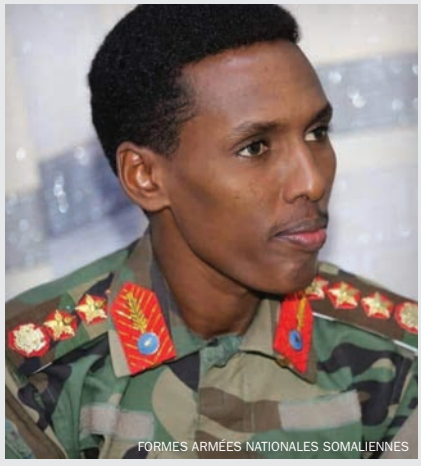
VOICE OF AMERICA

Le général Odowaa Yusuf Rageh a été nommé commandant des forces armées nationales somaliennes (SNA). Âgé de 32 ans, il est la plus jeune personne à assumer ce poste. Il a suivi une formation militaire dans l'Ouganda et il est devenu formateur des nouvelles recrues. Il a été salué pour son cou-rage en 2019 lorsqu'il a personnellement mené une charge pour repousser une attaque d'al-Shebab dans la région de Shabeellaha Hoose.

« Sa présence a remonté le moral des soldats, elle a changé le combat. Ils se sont battus courageusement à cause du commandant », déclare le général Dahir Aden Elmi des SNA. « Il a conduit la défense et la charge. Ils ont gagné grâce à son plan opérationnel. »

Le général Rageh avait rejoint les forces armées en 2005. En juillet 2007, il était l'un des 180 officiers somaliens envoyés à l'école de formation militaire Kaweweta de l'Ouganda pour suivre un cours d'officier débutant. L'année sui-vante, il fut l'un des 12 officiers envoyés à l'école de formation militaire Bihanga de l'Ouganda pour suivre une formation spéciale sur le commandement des forces terrestres.

Il est revenu en Somalie en décembre 2009 et a été transféré à la garde présidentielle lorsqu'al-Shebab se trouvait à peine à quelques centaines de mètres du palais présidentiel. Il a été nommé lieutenant ce même mois.



FORMES ARMÉES NATIONALES SOMALIENNES

Pendant les deux années suivantes, le gouvernement somalien a engagé des combats mortels de va-et-vient contre al-Shebab à Mogadiscio. Odowaa Rageh était le commandant opérationnel de deux unités mobiles, une d'infanterie et une du génie, qui ont combattu entre le palais et le marché principal de Bakara à une distance de 5 kilomètres au Nord du palais.

« Ses unités ont affronté d'énormes obstacles parce qu'al-Shebab utilisait des tunnels souterrains », déclare l'un de ses anciens commandants de haut rang.

En 2012, Odowaa Rageh a été promu au grade de capitaine. En 2013, il a été envoyé en Turquie pour suivre une formation à l'Université de la défense nationale à Istanbul. Il a étudié la formation du personnel, le commandement d'une brigade et la gestion militaire.

Odowaa Rageh est retourné à Mogadiscio en juillet 2016 après avoir obtenu une maîtrise. Il a été promu au grade de major et il est devenu commandant d'une unité du 60ème bataillon, responsable du palais présidentiel. Il a ensuite été promu au poste de commandant adjoint de la garde présidentielle après l'assassinat de son prédécesseur par un soldat. Odowaa Rageh reste à ce poste jusqu'en mars 2018, lorsqu'il est nommé lieutenant-colonel.

Lors de son inauguration au poste de commandant, le général a déclaré qu'il donnerait priorité au développement des forces armées, à la discipline, à la formation, au développement des aptitudes et à la lutte contre al-Shebab.

Le Nigeria offre aux ex-combattants un « corridor sécurisé »

PERSONNEL D'*ADF*

Le Nigeria fait des progrès pour déradicaliser les anciens combattants de Boko Haram.

Le plan, appelé opération Corridor sécurisé, a été révélé en 2015 lors d'une réunion du Conseil national de sécurité du Nigeria, lorsque le gouvernement a offert aux anciens membres de Boko Haram une opportunité de réhabilitation et de réinsertion.

L'organe d'information allemand Deutsche Welle (DW.com) a visité le centre de réhabilitation Bulumkutu de Maiduguri, où 151 ex-combattants de Boko Haram ont été transférés au gouvernement de l'état en août 2019. La déradicalisation inclut la psychothérapie, l'interaction avec des imams qui discréditent les sermons extrémistes et autre counseling.

Le général de brigade Bamidele Mathew Shafa, coordinateur de l'opération Corridor sécurisé, a déclaré à DW.com qu'il avait bon espoir que le programme fasse une différence.

« Beaucoup de chemin [a été parcouru] et nous espérons que ces garçons seront acceptés, a-t-il déclaré. En fait, les rapports que nous obtenons sur les premiers que nous avons transférés à l'état sont positifs. Nous n'avons pas reçu de rapport de mauvais traitement dans les diverses communautés où ils résident. Je pense que c'est quelque chose que nous devons continuer. »



Des hommes détenus par l'armée nigériane dans l'état de Borno sont libérés après un contrôle de sécurité.

AFP/GETTY IMAGES

Mais certaines personnes de l'état de Borno ont déclaré à DW.com qu'elles ne sont pas prêtes à accepter les ex-combattants. « Boko Haram a tué mon mari lorsqu'il priait à la mosquée ; deux de mes frères ont été massacrés », déclare Hauwa Adamu, victime de l'insurrection de Boko Haram dans l'état de Borno. « Ils devraient trouver un endroit pour garder [les ex-combattants], mais je vous en prie, pas dans notre société. »

Bulama Bukarti, avocat nigérian et expert sur la paix, la sécurité et l'extrémisme islamique à l'université SOAS de Londres, déclare qu'une clé du succès du programme de déradicalisation sera l'efficacité du suivi de ceux qui complètent le programme, et la détermination de ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Il déclare tout de même qu'il croit fermement dans le potentiel du processus de déradicalisation.

« Si nous croyons que les gens peuvent apprendre à haïr, nous devrions aussi croire qu'ils peuvent apprendre à aimer », déclare-t-il.

Les forces armées des Grands Lacs considèrent une action conjointe pour sécuriser la RDC

AGENCE FRANCE-PRESSE



Des soldats congolais surveillent un camp près de Beni dans la République démocratique du Congo.

REUTERS

Les officiers militaires de haut rang de cinq pays africains des Grands Lacs se sont réunis pour discuter des stratégies visant à répondre à la violence qui tourmente la région.

Des officiers de haut rang du Burundi, de la République démocratique du Congo (RDC), du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda se sont réunis dans la ville orientale de Goma, dans la province du Nord-Kivu de la RDC. Le général Léon-Richard Kasonga, porte-parole des forces armées de la RDC, a déclaré que l'objet de la réunion était de comparer les stratégies et de discuter des « efforts partagés » pour promouvoir la paix.

L'Est de la RDC et ses frontières sont une zone de conflit depuis près d'un quart de siècle. La région est troublée par des groupes de milices qui se sont manifestés pendant les deux guerres qui ont décimé la région à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Le général Célestin Mbala, chef d'état-major des forces armées de la RDC, a suggéré des opérations militaires conjointes pour « éradiquer les groupes armés » nationaux et étrangers dans l'Est en détresse. Toutefois, les Nations unies refusent de soutenir une force militaire étrangère quelconque qui intervient en RDC.

Parmi les milices tourmentant la région de Kivu, on compte les Forces démocratiques alliées, groupe armé ougandais à racines islamistes, et les Forces démocratiques de libération du Rwanda.



LES ENFANTS AFRICAINS SONT EN

MEILLEURE SANTÉ

VOICE OF AMERICA

Alors qu'il semble impossible d'échapper aux mauvaises nouvelles, le groupe d'assistance Save the Children offre de bonnes nouvelles : dans le monde, les enfants sont en meilleure santé et plus en sécurité que jamais. Ceci est particulièrement vrai en Afrique.

Selon un rapport de cette association caritative basée aux États-Unis, la situation d'ensemble des enfants s'est améliorée dans 173 pays sur 176 depuis l'an 2000. Parmi les faits saillants, on compte une diminution de 4,4 millions du nombre annuel de décès d'enfants, une augmentation de 115 millions du nombre d'enfants allant à l'école et une réduction de 11 millions du nombre de fillettes mariées.

Pour quantifier la situation des enfants, le groupe a créé un indice de « fin de l'enfance » et a classé les pays sur une échelle de 1.000 points. Les résultats reflètent les « facteurs qui mettent fin à l'enfance » notamment la mort, la malnutrition grave, le mariage, le travail et la maternité précoce.

En Afrique, le groupe peut justifier son optimisme. Plus de 70 % des pays africains ont enregistré une augmentation de 100 points ou plus. L'Éthiopie, le Niger, le Rwanda et la Sierra Leone ont obtenu les gains les plus élevés.

Chaque pays africain sélectionné possède des circonstances spécifiques qui améliorent la qualité de vie des enfants. En Sierra Leone, la fin d'une guerre civile prolongée a conduit à une réduction de 99 % du nombre de personnes déplacées. Au Rwanda, le rétablissement de la paix et plusieurs initiatives de l'état ont conduit à une baisse de 79 % du taux de mortalité infantile et une réduction de 60 % des mariages d'enfants et des enfants non scolarisés.

En Éthiopie, l'engagement envers les objectifs de développement durable de l'ONU a conduit à une amélioration de la santé des mères et des enfants. Il y a vingt ans en Éthiopie, Save the Children se concentrait sur le sauvetage de la vie des jeunes enfants. Aujourd'hui, les problèmes sont moins graves et le groupe peut se focaliser sur d'autres questions. L'organisme caritatif déclare que le gouvernement éthiopien a entrepris davantage d'efforts de santé dans les communautés, et que le taux de mortalité infantile a baissé de 54 %. Maintenant, l'organisme se concentre davantage là-bas sur l'alphabétisme de base.

UN INVENTEUR REÇOIT DES HOMMAGES

POUR LES CASIERS DE PATIENT QUI DISTRIBUENT LES COMPRIMÉS

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

L'invention d'un ingénieur sud-africain, qui distribue des comprimés, a remporté un prix technique majeur. Neo Hutiri a inventé la Pelebox, casier que les patients peuvent ouvrir avec un numéro d'identification personnel à usage unique envoyé à leur téléphone.

Ces casiers réduisent le temps d'attente « de trois heures et demi à 36 secondes », a-t-il déclaré à la BBC.

L'Afrique du Sud gère le programme de traitement du VIH/SIDA le plus vaste du monde, avec un grand nombre de patients qui ont des ordonnances à répétition.



Neo Hutiri THE ASSOCIATED PRESS

M. Hutiri a gagné le prix d'Afrique de 2019 pour innovation technique, d'une valeur de 32.000 dollars, décerné par l'Académie royale d'ingénierie. Il déclare qu'il a eu cette idée après avoir reçu un diagnostic de tuberculose en 2014 et s'être rendu à sa clinique pour obtenir ses médicaments.

Les longues files d'attente des pharmacies peuvent être causées par un manque de personnel et un grand nombre de patients souffrant de maladies chroniques telles que le VIH/SIDA. M. Hutiri déclare que les casiers fournissent aussi une certaine confidentialité qui peut aider en cas de maladies comme le VIH, auxquelles sont associés des stigmates.

Six unités de casiers intelligents sont opérationnelles en Afrique du Sud et la société en construit huit de plus. Il déclare qu'il utilisera l'argent du prix pour aider à construire un poste de montage de production, et pour améliorer la technologie de façon à croître l'entreprise.

DES VILLAGEOIS KÉNYANS

UTILISENT DES « PUITS NUMÉRIQUES » PENDANT LA SÉCHERESSE

VOICE OF AMERICA

Le Kenya fait face à l'une des pires périodes de sécheresse depuis des années, ce qui cause le sous-développement, la lutte pour le contrôle de l'eau et la peur de la famine. Toutefois, un village à l'Ouest du Kenya utilise une solution haute technologie pour adresser la pénurie d'eau grâce à des « puits numériques ».

Dans le village de Solai, Comté de Nakuru, les habitants dépendent depuis longtemps des fleuves saisonniers et du lac salé de Solai pour leurs animaux et leurs besoins d'irrigation. Mais la sécheresse a transformé le fleuve local en cours d'eau.

Les résidents tels qu'Anne Chesire déclarent que le forage de ce qu'on appelle les puits numériques est une bouée de sauvetage. Auparavant, dit-elle, il fallait se réveiller de bonne heure pour arriver à l'avance au point d'eau, à une distance de plusieurs kilomètres. L'eau était salée, déclare Mme Chesire. Mais depuis que les nouveaux puits sont disponibles, elle dit que la vie est beaucoup plus facile.

World Vision Kenya et le gouvernement du Comté de Nakuru ont financé les puits, en donnant aux résidents l'accès à l'eau potable propre et une solution haute technologie pour éviter les gaspillages. Les villageois utilisent des cartes munies d'une puce et chargées d'argent pour distribuer et payer l'eau, ce qui aide à financer le coût du forage des puits.

Charles Kimutai, président du projet d'eau de Chepkulu, déclare que le système de carte est utile puisqu'il ne lui est plus nécessaire d'aller chercher les gens pour qu'ils paient leur facture d'eau.

Le projet a rapproché l'eau précieuse des maisons et a fourni des revenus additionnels pour les habitants comme



La sécheresse du Kenya a forcé les enfants à creuser des trous profonds dans un lit fluvial asséché pour chercher l'eau.

THE ASSOCIATED PRESS

Brenda Chepngetich, mère de deux enfants. Elle déclare qu'elle cultive des légumes dans son arrière-cour et qu'elle les vend. Cela l'a aidé à avoir une existence confortable.

John Mwaura, chef de projet de World Vision Kenya, déclare qu'ils ont construit 11 trous de forage et machines de distribution d'eau dans la région depuis décembre 2018.

« Depuis que nous sommes arrivés dans la région, la vie a changé, déclare M. Mwaura. Selon notre évaluation, le taux de pénétration de l'eau était de 37 %. Il est aujourd'hui de 54 %. Nous pouvons donc dire que c'est une réussite, et cette réussite est entièrement due au projet entrepris par World Vision. Nous espérons poursuivre bien plus loin le partenariat que nous avons avec le gouvernement. »

LE SOUDAN DU SUD

OBTIENT UN SERVICE DE PAIEMENT MOBILE

VOICE OF AMERICA

Le Soudan du Sud célèbre une avancée technologique avec le lancement d'un système de transfert d'argent mobile pour l'ensemble du pays. Ce nouveau service appelé M-Gurush (M pour « mobile » et Gurush pour « argent » en langue arabe) élimine le besoin d'un compte bancaire, qui fait défaut à la plupart des habitants du pays.

Lado Kenyi de l'Autorité nationale des communications a de grands espoirs pour ce nouveau système.

« Le vrai succès de l'argent mobile est le ciblage des gens qui ont des revenus faibles et de la population rurale, déclare M. Kenyi. Ce sont les gens que nous voulons atteindre pour les faire participer au système financier. »

Michael Makuei, ministre sud-soudanais de l'Information, a démontré la facilité d'utilisation du système en achetant une vache avec son téléphone portable. Il déclare que cela prendra du temps pour que les Sud-Soudanais ruraux fassent confiance aux paiements sans argent comptant.

« Vous avez beaucoup de travail à faire, déclare M. Makuei. Vous devez sensibiliser les habitants du Soudan du Sud. Y compris moi-même. »

Le Soudan du Sud, ravagé par des années de guerre et de conflit, est rongé par la pauvreté et possède l'un des taux les



AFP/GETTY IMAGES

plus bas de pénétration de portables en Afrique, soit 21 %.

« L'un des plus grands défis concerne la couverture du réseau », déclare Joshua Makuru, spécialiste des télécommunications à Juba. « En effet, comme nous le savons tous, après la guerre l'infrastructure des télécommunications était détruite, en particulier la majorité de l'infrastructure des télécommunications dans les villages. »

On anticipe que l'argent mobile accélèrera le commerce et ajoutera des milliers de nouveaux emplois à l'économie en situation difficile du Soudan du Sud. Il mettra aussi le Soudan du Sud au même niveau que les autres pays d'Afrique de l'Est qui utilisent l'argent mobile, notamment le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.

CROISSANCE ET PROGRÈS

Le Kenya ouvre le plus grand parc éolien d'Afrique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Kenya a officiellement ouvert la plus grande centrale éolienne d'Afrique, gigantesque projet situé dans une région sauvage où le vent souffle en rafales. Elle fournit déjà le cinquième des besoins en énergie du pays.

Ce parc de 680 millions de dollars, contenant 365 éoliennes et situé sur les rives Est du lac Turkana, fournit 310 mégawatts d'énergie renouvelable au réseau national.

Le projet d'énergie éolienne du lac Turkana, qui représente le plus grand investissement privé de l'histoire du Kenya, a été marqué par des retards et sa construction a duré pendant près de dix ans. Il est situé dans un environnement aride à 600 kilomètres au Nord de Nairobi.

Les éoliennes, dispersées dans le paysage lunaire austère et les collines rocheuses de Turkana, ont commencé à produire de l'électricité fin 2018. Aujourd'hui, leurs aubes géantes fournissent 15 % de la capacité installée totale du Kenya. Elles sont connectées au réseau national grâce à une ligne haute tension de 428 kilomètres.

Le projet se trouve dans un corridor naturel appelé « le lieu le plus venteux de la planète » et promet de maîtriser cette énergie illimitée à faible coût. Ces éoliennes de près de 50 mètres sont conçues pour accommoder les rafales les plus fortes qui traversent le corridor de Turkana, soufflerie qui possède toute l'année des conditions optimales.

Les vents qui soufflent presque constamment dans la vallée désertique produisent le double de la capacité des projets similaires aux États-Unis ou en Europe. Les éoliennes, fabriquées par la société danoise Vestas, ont dû être amenées l'une après l'autre à partir du port kényan de Mombasa, à une distance de 1.200 kilomètres.

Plus de 2.000 trajets furent nécessaires pour amener tout le matériel du port à la centrale. Environ 200 kilomètres de route conduisant au site ont dû être goudronnés pour permettre aux camions de passer. 100 kilomètres de plus ont été construits pour les routes intérieures reliant les éoliennes.



AFP/GETTY IMAGES



LES SEYCHELLES PRÉVOIENT DE RÉCOLTER LEURS FRUITS DE MER

SEYCHELLES NEWS AGENCY

Les Seychelles commencent à soutenir leur industrie d'aquaculture en accordant des licences d'exploitation pour cinq types d'espèces marines.

Au commencement de ce nouveau projet, seuls les investisseurs seychellois seront considérés pour recevoir une licence. Les licences concernent les vivaneaux, les mérous, deux types de carangues et les oursins.

« Aquaculture » désigne la reproduction, l'élevage et la récolte des animaux et des plantes dans tous les types d'environnement aquatique, y compris les étangs, les fleuves, les lacs et les océans.

Aubrey Lesperance, fonctionnaire de l'Autorité des pêches des Seychelles, déclare que le projet sera en fin de compte ouvert aux investisseurs étrangers et inclura d'autres espèces telles que les crabes et les poissons « d'ornement » pour les aquariums.

« Nous sommes maintenant mieux placés pour participer aux différents marchés locaux et internationaux afin de faire de la publicité pour obtenir des investissements. Auparavant, nous ne pouvions que fournir une éducation et promouvoir le projet », déclare-t-il.

Ce n'est pas la première fois que les Seychelles essaient l'aquaculture. En 1989, une ferme avait été établie à Coëtivy pour produire des crevettes tigrées noires, mais elle cessa ses opérations en 2009.



Le Ghana prévoit un recensement électronique en 2020

VOICE OF AMERICA

Le Ghana se prépare à conduire le premier recensement numérique de sa population et de son logement, à partir de mars 2020. Il rejoindra l'Eswatini, le Kenya et le Malawi pour être l'un des premiers pays d'Afrique à collecter électroniquement les données de recensement.

Des responsables électoraux du Ghana comptent les votes d'une élection. Le Ghana prévoit d'utiliser la technologie numérique pour son recensement de 2020. AFP/GETTY IMAGES

En 2010, le recensement du Ghana avait utilisé des questionnaires sur papier. Il avait fallu des mois pour recueillir et compiler les données, et environ 3 % de la population n'avait pas participé.

Maintenant, l'état utilisera des tablettes et des images par satellite pour s'assurer que tout le monde soit compté. Le vice-président Mahamudu Bawumia déclare que ces données aideront à lutter contre l'inégalité. « Nous devons compter tout le monde et nous assurer que tout le monde paie sa part équitable d'impôts, lesquels seront utilisés pour fournir une assistance à ceux qui, antérieurement, auraient pu ne pas avoir accès aux services sociaux essentiels », déclare-t-il.

On estime que le recensement coûtera 84 millions de dollars, soit environ 50 % de plus que le précédent. L'état a engagé environ 60.000 énumérateurs mais il consulte toujours les Nations unies sur le meilleur moyen d'obtenir les 65.000 tablettes nécessitées pour conduire ces sondages.

Les responsables déclarent que le Kenya pourrait être en mesure de prêter quelques tablettes lorsqu'il achèvera son premier recensement numérique.

Araba Forson, statisticienne en chef du service statistique du Ghana, déclare que la technologie empêcherait les énumérateurs de déployer des ressources humaines insuffisantes dans les régions à forte densité de population, problème constaté en 2010 parce que les cartes de population étaient périmées.

« L'imagerie satellitaire nous indiquera si des gens vivent dans la région du pays que les énumérateurs peuvent ne pas avoir visitée, déclare-t-elle. En collectant électroniquement les données, nous pourrons nous assurer que tout le monde est pris en compte. »

La population urbaine du Ghana a plus que doublé au cours des deux dernières décennies, en passant de 7 millions en 1997 à près de 16 millions en 2017, selon la Banque mondiale.

La Tanzanie prévoit d'installer un téléphérique pour le Kilimandjaro

VOICE OF AMERICA

La Tanzanie projette de construire un service de téléphérique au Kilimandjaro, le sommet le plus haut de l'Afrique et un site du patrimoine mondial. Le pays souhaite développer son tourisme mais un quart de millions de porteurs et de guides de montagne se préoccupent du fait qu'un trajet rapide en haut de la montagne menacera leur subsistance.

Les responsables déclarent que le téléphérique sera utilisé par les handicapés physiques, les personnes âgées et les enfants, et qu'il aidera aussi les touristes à grimper plus rapidement vers le sommet de la montagne. Près de 50.000 touristes font l'ascension du Kilimandjaro chaque année, en contribuant des millions de dollars à l'économie de la région. Les autorités tanzaniennes déclarent que le téléphérique augmentera le tourisme jusqu'à 50 %.

Constantine Kanyasu, ministre adjoint des Ressources naturelles et du Tourisme, pense que le projet fournit un grand avantage pour l'industrie tanzanienne du tourisme, mais admet que le changement n'est pas facile.

« Nous anticipons une augmentation du camping au sommet de la montagne, comparé à cette année, et cela ne devrait pas faire craindre au personnel qu'ils vont perdre leur emploi, déclare M. Kanyasu. Bien sûr, les changements s'accompagnent d'effets. Nous ne devrions pas anticiper que la Tanzanie restera la même dans 100 ans, et nous ne devrions pas avoir un pays où les gens resteront des porteurs toute leur vie. Les changements sont nécessaires. »

Jennifer Francis, présidente adjointe de la Société des guides de montagne Kili Meru, déclare que le gouvernement n'a pas été aussi transparent qu'il aurait pu l'être au sujet du projet. « Ils nous parlent seulement des avantages mais nous ne connaissons par les effets négatifs sur la génération actuelle et sur la suivante, déclare Mme Francis. Cela nous rend confus. »

La Tanzanie est en train de conduire une étude d'impact social et économique avant de construire le système de téléphérique du Kilimandjaro.



THE ASSOCIATED PRESS

IMAGE DU PASSÉ

LE ROI
et le test des poux

PERSONNEL D'*ADF*

Les historiens qui content l'histoire du royaume du Bénin disent que, vers l'an 1200, Evian, administrateur âgé du royaume, essaya de faire passer son titre à son fils. Mais l'administrateur n'était pas de sang royal et la règle de la succession n'était donc pas applicable.

L'empire, dans ce qui est aujourd'hui le Sud du Nigeria, était traditionnellement gouverné par des rois. Après 40 ans sous le contrôle d'Evian, les Édos du Bénin voulaient restaurer la stabilité relative d'un gouvernement royal. Ils voulaient un roi qui serait de sang édo royal.

Le chef édo s'adressa à un monarque voisin, le roi Izoduwa, qui était de descendance édo royale. Le chef demanda au roi Izoduwa d'envoyer un de ses fils pour qu'il devienne le nouveau dirigeant du royaume. Au lieu de ça, le roi Izoduwa fit quelque chose d'inattendu : il lui donna des poux et lui demanda de lui renvoyer les insectes dans trois ans.

Le chef plaça les petits insectes dans les cheveux de l'un de ses esclaves et, au bout de trois ans, il renvoya les poux au roi Izoduwa. Le roi fut surpris lorsqu'il constata le bon développement de la colonie de poux, et il en conclut que, si le royaume du Bénin pouvait prendre soin des poux, il pourrait aussi prendre soin de son fils.

Depuis la création du royaume vers l'année 900, les rois étaient appelés ogisos, ce qui veut dire « maîtres du ciel ». Ce premier nouveau roi serait appelé oba, ce qui veut dire « dirigeant ». Le roi Izoduwa envoya son fils Oranmiyan au Bénin pour qu'il soit le premier oba du royaume. Selon la légende, lorsqu'Oranmiyan arriva au royaume sur son cheval, il fut accueilli avec stupéfaction, parce que personne au Bénin n'avait jamais vu de cheval auparavant.



Une plaque de cuivre datant du 16ème ou du 17ème siècle montre un oba du royaume du Bénin et ses domestiques.

METROPOLITAN MUSEUM OF ART

Certains Édos n'acceptèrent pas Oranmiyan comme roi. Certains pensèrent qu'Oranmiyan n'était pas le premier vrai oba, puisqu'il avait été « nommé » roi lorsqu'il était adulte. Bien qu'il ait reçu le soutien des aînés édos, il ne connaissait pas la langue ou les traditions édos. Il décrivit finalement le royaume comme « une terre de vexation ». Comme les Édos qui lui résistaient, il finit par penser que son fils, né comme héritier du trône, serait le premier vrai oba.

Cependant, le fils d'Oranmiyan ne pouvait pas parler lorsqu'il était enfant. Les conteurs disent qu'Oranmiyan lui envoya sept graines médicinales (d'autres conteurs disent qu'il s'agissait de billes) possédant des pouvoirs magiques. Après avoir reçu les graines, le fils prit part à un jeu et gagna. Parlant pour la première fois, il s'exclama « Owomkia ! », ce qui veut dire « J'ai réussi ! » Cette simple exclamation fut altérée pour former le mot « Eweka », lequel devint le nom officiel du fils.

Oranmiyan retourna au royaume de son père et envoya son fils comme nouvel oba. Eweka était un enfant lorsqu'il est devenu roi. Pendant un certain temps, il dirigea le royaume avec l'assistance d'Ogiegor, son grand-père maternel.

L'enfant-roi fut sujet à la même résistance que son père. Mais avec ses connaissances de la culture et de la langue édos, il organisa progressivement ses ennemis pour former un conseil d'état. Lorsqu'il devint adulte, Eweka prit le contrôle total du royaume, mais permit à ses rivaux de conserver leurs pouvoirs et leurs privilèges seulement s'il y consentait.

L'oba Eweka I gouverna pendant 35 ans. Lorsqu'il mourut, ses enfants héritèrent du royaume. Les obas du royaume du Bénin sont restés au pouvoir jusque vers les années 1600, lorsqu'ils commencèrent à perdre le contrôle de leur peuple. Au moment où les colons britanniques arrivèrent, le royaume était dans un état chaotique et il ne put pas résister à l'invasion de l'armée britannique en 1897.

Le royaume du Bénin a disparu mais les obas survivent comme chef culturels des Édos au Nigeria. Le 20 octobre 2016, Eheneden Erediauwa a été couronné oba Ewuare II devant une foule de plus de 100.000 personnes qui célébraient cet événement.

OÙ SUIS-JE ?

INDICES

1. C'est une oasis appelée « Perle du désert ».
2. La zone a été occupée depuis l'époque préhistorique, et elle abritait jadis une garnison romaine.
3. L'architecture typique des maisons de la ville possède une division fonctionnelle verticale : salle de rangement au rez-de-chaussée, espace familial au premier et terrasse à ciel ouvert en haut.
4. La ville possède un réseau de passages au niveau du sol.





RÉPONSE **L'ancienne ville de Ghadamès en Libye**

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE



Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) **est un magazine militaire professionnel** qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.



SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ***ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com.*** Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany

adf
AFRICA DEFENSE FORUM

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com